

LE Courrier

DE L'UNESCO

octobre-décembre 2021

Histoires de MIGRATIONS

- Au **Nigeria**, le rêve à tout prix
 - Les migrants climatiques **au Pérou**
 - La longue histoire des **Chinois** d'outre-mer
- « L'histoire de l'humanité : une succession de migrations »
Entretien avec Eva-Maria Geigl



IDÉES

La **science ouverte**,
une utopie
qui gagne du terrain

NOTRE INVITÉE

L'**Amérique latine**, eldorado
des dinosaures ▪ Entretien avec la paléontologue
Miriam Pérez de los Ríos

ISSN 2220-2269
4 2021
9 772220 226027



Recevez chaque trimestre
un exemplaire papier
du dernier numéro

1 an (4 numéros) : 27 €

2 ans (8 numéros) : 54 €

La publication ne poursuivant aucun but lucratif,
ce prix couvre uniquement les coûts d'impression.



Abonnez-vous
à la version numérique



100%
GRATUIT

<http://fr.unesco.org/courier/subscribe>



Suivez les dernières
actualités du *Courrier*

@unescocourier



Facebook



Twitter



Instagram



Découvrez et partagez

Participez à la réussite du *Courrier*
de l'UNESCO en encourageant sa diffusion
et son utilisation selon la politique
de libre accès de l'Organisation.

2021 • n° 4 • Publié depuis 1948

Le Courrier de l'UNESCO est un trimestriel publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Il promeut les idéaux de l'Organisation, en diffusant des échanges d'idées sur des thèmes de portée internationale en lien avec son mandat.

Le Courrier de l'UNESCO est publié grâce au soutien de la République populaire de Chine.

Directeur : Matthieu Guével

Rédactrice en chef a.i. : Agnès Bardon

Secrétaire de rédaction : Katerina Markelova

Rédactrice : Chen Xiaorong

Consultante éditoriale : Jenny Dare

ÉDITIONS

Anglais : Shiraz Sidhva

Arabe : Fathi Ben Haj Yahia

Chinois : Sun Min / China Translation & Publishing House

Espagnol : Laura Berdejo

Français : Christine Herme, correctrice

Russe : Marina Yartseva

Rédaction numérique :

Mila Ibrahimova et Linda Klaassen

Iconographie : Danica Bijeljic

Coordination traductions et maquettes :
Marie-Thérèse Vidiani

Assistance administrative et éditoriale :
Carolina Rollán Ortega

Production et promotion :

Ian Denison, chef de l'unité
des publications
Eric Frogé, assistant principal
de production

Production numérique :

Denis Pitzalis, architecte Web/développeur

Chargée de communication :

Laetitia Kaci

Traduction :

Françoise Arnaud-Demir,
Marina Colson,
Jean-Marc Delugeau
et François Deweer

Maquette :

Jacqueline Gensollen-Bloch

Illustration de la couverture :

© Agnieszka Ziemiszewska

Impression :

UNESCO

Stagiaires : Zhu Manqing, Li Yihong
(Chine)

COÉDITIONS

Catalan : Jean-Michel Armengol

Coréen : Soon Mi Kim

Esperanto : Chen Ji

Portugais : Ivan Sousa Rocha

Renseignements et droits de reproduction :

courier@unesco.org

7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2021

ISSN 2220-2269 • e-ISSN 2220-2277



Périodique publié en libre accès sous la licence

Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO)

(<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>).

Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (<https://fr.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr>). La présente licence s'applique exclusivement aux textes. L'utilisation d'images devra faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation.

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Sommaire

4

GRAND ANGLE

Histoires de migrations

- Au Nigeria, le rêve à n'importe quel prix** 7
 Lanre Ikuteyijo
- Réfugiés : pour en finir avec les préjugés** 10
 Alexander Betts
- Au Pérou, les migrants climatiques de plus en plus nombreux** 14
 Laura Berdejo
- Au Canada, un centre pour soigner les maux de l'exil** 17
 Guy Sabourin
- Le téléphone mobile, indispensable boussole des migrants** 20
 Moha Ennaji
- Venera Toktorova, itinéraire d'une migrante kirghize** 22
 Nazigul Jusupova
- La longue histoire des Chinois d'outre-mer** 24
 Zhuang Guotu
- La dentition, miroir de nos mobilités passées** 27
 Jenny Dare
- « L'histoire de l'humanité est faite d'une succession de migrations »** 28
 Entretien avec Eva-Maria Geigl

30

ZOOM

- « L'UNESCO m'a offert le monde »** 30
 Rétrospective de Dominique Roger

40

IDÉES

- La science ouverte, une utopie qui gagne du terrain** ... 41
 Chérifa Boukacem-Zeghmouri
- Pour une évaluation scientifique plus transparente** 44
 Alex Holcombe

46

NOTRE INVITÉE

- L'Amérique latine, eldorado des dinosaures** 46
 Entretien avec Miriam Pérez de los Ríos

50

DÉCRYPTAGE

- Journaliste, un métier à risque** 50

Édito

Familles jetées sur les routes par la guerre, camps de fortune installés à l'orée des villes, rescapés de périlleuses traversées en mer : les chaînes d'information ont fini par banaliser les images de migrants, trop souvent réduites à une forme d'archétype du malheur contemporain. Ces actualités reflètent des situations bien réelles, comme celles que vivent actuellement les civils cherchant à quitter l'Afghanistan. Versant tragique des migrations, elles sont loin de résumer la réalité complexe, plurielle et mouvante de ce phénomène majeur du XXI^e siècle. En 2020, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) évaluait à 272 millions le nombre de personnes ayant quitté leur pays pour fuir les violences, les catastrophes naturelles ou les effets du changement climatique, mais aussi étudier, travailler, s'inventer une vie ailleurs.

Ce chiffre, en hausse régulière, est volontiers instrumentalisé par ceux qui s'en servent comme d'une arme politique et agitent la menace que feraient peser les migrants, boucs émissaires commodes de peurs et de frustrations des communautés d'accueil. Exacerbées en période de crise sanitaire, ces peurs se nourrissent aussi d'idées reçues et de préjugés sur les migrants, occultant certaines données pourtant largement établies, notamment que les déplacements de populations ont d'abord lieu entre pays à faibles ou moyens revenus et que près de la moitié des migrants ne franchissent pas de frontières.

Ces préjugés alimentent aussi les discours de rejet, le racisme voire les discriminations vis-à-vis des nouveaux arrivés, qui pénalisent en particulier les femmes. C'est pour précisément encourager le vivre ensemble et faire reculer ces discriminations que l'UNESCO a mis en place la Coalition internationale des villes inclusives et durables (ICCAR). L'Organisation s'emploie aussi à rappeler que derrière la sécheresse des statistiques se dessinent des milliers de destinées humaines, des histoires innombrables, parfois terribles, souvent heureuses, et les richesses d'une mixité culturelle qui fait partie de nos vies, de notre histoire collective.

D'ailleurs, le terme de migration revêt-il encore un sens dans nos sociétés mondialisées, marquées par une intensification des échanges, des déplacements, où l'ailleurs est désormais à la portée du plus grand nombre ? Dans *Le Métier à métisser*, l'écrivain haïtien René Depestre nous invite à repenser l'idée même d'exil : « Le processus de mondialisation est appelé à rendre périmée et caduque la croyance qu'il faut être chez soi, dans l'odeur du café de sa grand-mère, pour avoir une identité. »

Agnès Bardon

Histoires de MIGRATIONS



Sans titre VII, Polyptyque (détail) 2006 © Anabell Guerrero

▼ Les détails des visages et des mains sont les seuls fragments d'identité visibles dans la série Voix du Monde / Délocalisation (2006) de l'artiste franco-vénézuélienne Anabell Guerrero.

Pour la première fois depuis longtemps, la croissance du nombre de migrants internationaux s'est ralentie en 2020. Ce léger tassement s'explique avant tout par les restrictions de mobilité liées à la pandémie de Covid-19. Car depuis plusieurs décennies, les flux migratoires ne cessent de se densifier. En 2020, 281 millions de personnes vivaient dans un pays autre que leur pays de naissance. En 2000, ils étaient 173 millions. En 1970, 84 millions.

Hier comme aujourd'hui, on part pour fuir la pauvreté, pour bâtir une vie qu'on espère meilleure. On quitte les siens pour se donner un avenir. Les principaux couloirs de migrations qui se sont formés au fil du temps relient aujourd'hui encore les pays en développement aux pays industrialisés ; États-Unis, Europe, Fédération de Russie ou encore Arabie saoudite.

On part aussi de plus en plus pour échapper aux conflits et aux violences. En 2020, les réfugiés et les demandeurs d'asile représentaient 12 % du nombre total de migrants, contre 9,5 % deux décennies plus tôt. En vingt ans, entre 2000 et 2020, le nombre des personnes contraintes à l'exil par la guerre, les crises ou les persécutions a doublé, passant de 17 à 34 millions d'après le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. Les effets du changement climatique jettent aussi sur les routes un nombre croissant de

personnes fuyant le manque d'eau, l'appauvrissement des terres ou l'érosion des côtes.

Face à cette situation, les Nations Unies ont adopté en 2018 le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. Son objectif : améliorer le sort des migrants à l'échelle internationale et encourager la coopération dans le domaine migratoire. Cet accord souligne aussi que les États doivent porter secours aux migrants empruntant des itinéraires dangereux.

Car l'exploitation, le racket, les violences sont le lot de beaucoup de migrants, en particulier illégaux, à la merci des trafiquants d'êtres humains. Certains paient ce voyage de leur vie. Au cours du seul premier trimestre de 2021, 1 146 personnes ont péri en mer en tentant de traverser la Méditerranée.

Dans le pays d'accueil, pour ceux qui y parviennent, la réalité est souvent loin de la vie rêvée pour les migrants souvent confrontés aux préjugés, voire aux discriminations. Dans un contexte économique dégradé, marqué par l'incertitude, l'arrivée de populations nouvelles est parfois vécue comme menaçante, alimentant les peurs et frustrations.

C'est oublier que la réalité est plus complexe et nuancée qu'il n'y paraît. Car si les migrants sont nombreux, ils ne représentent que 3,5 % de la population mondiale, loin du déferlement que certains voudraient décrire. Par ailleurs, la grande majorité d'entre eux se déplacent à l'intérieur de leur continent. En 2020, près de la moitié de tous les migrants internationaux résidaient dans leur région d'origine.



Changer le regard journalistique sur les migrants

Les migrations et les déplacements forcés figurent parmi les sujets les plus difficiles à couvrir pour les médias. Au point que les journalistes et les organes d'information hésitent parfois à aborder ces questions complexes et sensibles.

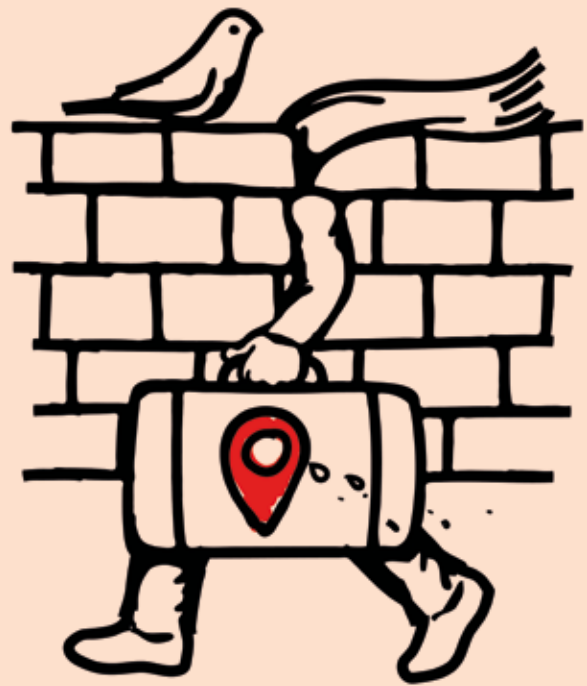
Un nouveau guide de l'UNESCO, *Reporting on migrants and refugees: handbook for journalism educators* (en anglais seulement), aide les formateurs aux métiers du journalisme à aborder ces thèmes. Véritable mine d'information, il fournit une myriade de ressources en libre accès, de perspectives théoriques et d'études de cas recueillies dans toutes les régions du monde afin de favoriser un meilleur traitement des questions relatives aux migrations et de susciter un débat public plus équilibré et mieux informé.

Il propose des modules sur différents aspects de la couverture des migrations : termes clés, contexte, défis professionnels, meilleures pratiques, traumatismes (chez les migrants et les réfugiés, mais aussi chez les journalistes qui les couvrent), collaboration transfrontalière et présentation des sujets. L'ensemble a été élaboré par un groupe international de chercheurs, d'enseignants et de praticiens des médias.

Les étudiants en journalisme y apprendront que rendre compte des migrations exige une éthique du reportage, de bonnes pratiques, des faits et des sources fiables. Les journalistes en exercice y puiseront de quoi améliorer leur compréhension du contexte et trouver une réponse à divers problèmes.

C'est oublier aussi que les déplacements de populations font partie de l'histoire de l'humanité depuis son origine. La plus ancienne présence humaine ou pré-humaine connue en dehors de l'Afrique remonte en effet à plus de deux millions d'années.

C'est oublier surtout que derrière la sécheresse des statistiques se cachent toujours des destinées humaines, des parcours de vie, parfois dramatiques, souvent heureux, et que de ces brassages de cultures naissent des métissages fructueux, des histoires réussies dans le monde des affaires, du sport, de la musique ou de la recherche scientifique. Sur le long terme, la contribution des migrants s'avère généralement un atout pour les sociétés d'accueil. Ce n'est pas une ONG qui le dit mais le Conseil de l'Europe. Dans un rapport de 2017 intitulé *Les migrations, une chance à saisir pour le développement européen*, il souligne que l'influence culturelle des migrants « a eu une grande incidence sur les tendances de l'art, de la mode et de la cuisine en Europe, au bénéfice de la diversité ». ■



© Alireza Tabouk - posterfortomorrow - 2017

▼ La liberté de circulation est un droit humain, affiche réalisée par le graphiste iranien Alireza Tabouk.

LES MIGRATIONS EN CHIFFRES

272 millions
de migrants internationaux
dans le monde en 2019
3,5 % de la
population mondiale
52 % sont des hommes

**Principaux pays
d'origine de migrants
vivant à l'étranger :**

- Inde : 17,5 millions
- Mexique : 11,8 millions
- Chine : 10,7 millions

**Premier pays de destination
de migrants vivant
à l'étranger : les États-Unis**



25,9 millions
de réfugiés en 2018

41,3 millions de personnes
déplacées à l'intérieur de leur
propre pays en raison de violences
ou de conflits en 2020

**689 milliards de \$
de rapatriements de fonds
internationaux**

Principaux bénéficiaires :

- Inde (78,6 milliards de \$)
- Chine (67,4 milliards de \$)
- Mexique (35,7 milliards de \$)

Principaux pays d'origine :

- États-Unis (68 milliards de \$)
- Émirats arabes unis
(44,4 milliards de \$)
- Arabie saoudite (36,1 milliards de \$)



Source : *État de la migration dans le monde 2020*, Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Au Nigeria, le rêve à n'importe quel prix

Les jeunes sont de plus en plus nombreux à faire le choix du départ. Le chômage, l'absence de perspective, le pouvoir d'attraction d'un Occident idéalisé et la méconnaissance des dangers de l'émigration illégale expliquent cet exode massif.

Lanre Ikuteyijo

Maître de conférences au département de sociologie et d'anthropologie de l'université Obafemi-Awolowo d'Illé-Ilfè, au Nigeria.

Les jeunes Nigériens constituent l'une des populations les plus importantes de migrants voyageant des pays du Sud vers l'Europe. Pourquoi décident-ils de quitter leur pays ? Sont-ils conscients des dangers potentiels auxquels ils s'exposent pendant leur trajet ? Tel était l'objet de mon étude intitulée « Irregular Migration as Survival Strategy: Narratives from Youth in Urban Nigeria » publiée en 2019.

Réalisée dans quatre grandes villes nigérianes – Lagos, Ibadan, Illé-Ilfè et Benin City – choisies pour leurs caractéristiques en matière de migration irrégulière,

elle ciblait des jeunes âgés de 15 à 35 ans. Toutes les personnes interrogées étaient susceptibles de migrer illégalement : elles étaient soit au chômage, soit en dernière année d'études supérieures, soit engagées dans le service national obligatoire.

Les jeunes entrant dans une ou plusieurs de ces catégories expriment leur peur de l'avenir et considèrent la migration comme une stratégie de survie pour échapper à une existence de pauvreté et à l'impuissance. L'étude inclut également des jeunes partis puis revenus au pays, soit volontairement, soit suite à une expulsion.

“

**En 2020, 53,4 %
des jeunes
Nigériens étaient
sans emploi**

Premier enseignement : la plupart de ces jeunes ignorent les procédures d'immigration officielles et légales. Plus de la moitié d'entre eux ne possèdent pas de passeport valide, condition minimale pour une migration internationale sûre et licite. Ils savent qu'on peut migrer illégalement ou, comme on dit au Nigeria, « partir à pied pour l'Europe ». La plupart connaissent des personnes ayant quitté le pays clandestinement, grâce à de faux papiers ou aux services de trafiquants d'êtres humains ou de passeurs. Tous pensent que « la fin justifie les moyens ». Ils ne considèrent pas la migration irrégulière comme une infraction, mais comme une solution commode, « astucieuse » et « intelligente » pour atteindre l'étranger. Leur désir de migrer occulte les risques d'un voyage clandestin et fait d'eux des proies faciles pour les cartels de la traite d'êtres humains.



© Osama Hajjaj / Cartoon Movement

▼ L'immigration africaine en Europe, œuvre du dessinateur jordanien Osama Hajjaj réalisée pour Cartoon Movement, une plateforme mondiale de dessin de presse basée aux Pays-Bas.



Une vie idéalisée

L'« Occident rêvé », vision idéalisée de la vie dans les pays occidentaux, est au cœur du projet d'émigration. Les personnes interrogées pensent généralement que ceux qui ont réussi à migrer jouissent d'une meilleure qualité de vie. « Les émigrés vivent

souvent bien mieux que nous au Nigeria. Ils ont de l'électricité en permanence, de meilleures conditions climatiques, une nourriture saine, et sont relativement en sécurité », estimait Saturday*, une jeune femme de 29 ans sans emploi.

Leurs attitudes sont aussi influencées par la radio, la télévision, la musique, et

d'autres représentations des pays de destination véhiculées par la culture populaire et les médias. Être qualifié de *been to* (être allé à), le surnom donné à ceux qui ont visité d'autres continents, notamment l'Europe et l'Amérique, confère un certain statut social. Recevoir chez soi un émigré rentré au pays est

Du rap pour alerter sur les dangers des migrations irrégulières

Le clip *Prévenue*, diffusé à l'occasion de la Journée internationale des migrants, le 18 décembre 2020, s'est taillé un large succès au Sénégal. On y voit le rappeur Xuman mettre en garde la chanteuse Mamy Victory contre les risques qu'elle encourt en tentant sa chance sur les routes migratoires irrégulières.

La vidéo fait partie d'une campagne de sensibilisation mise en œuvre par l'UNESCO en Afrique de l'Ouest et du Centre, dans le cadre du projet intitulé « Autonomiser les jeunes en Afrique à travers les médias et la communication ». L'objectif : fournir aux jeunes une information juste et équilibrée sur les questions migratoires et sur les discriminations dont sont victimes les migrants dans le contexte de la pandémie liée au Covid-19.

Pendant deux semaines, des vidéoclips, des caricatures, des messages audio et visuels, ont été relayés par les réseaux sociaux et les médias locaux dans huit pays (Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée-Conakry, Mali, Niger, Nigeria et Sénégal) en français, en anglais et dans 20 langues officielles nationales comme le baoulé, le fanti, le malinké, le yorouba ou le wolof.

Les clips vidéo diffusés étaient le fruit de deux ateliers d'écriture sur le thème des migrations organisés à Dakar (Sénégal) et Niamey (Niger) en octobre et novembre 2020, en collaboration avec l'association culturelle sénégalaise *Africulturban* et l'ONG nigérienne *Global Actions Forum*, des journalistes, des experts, des artistes et des migrants. En deux semaines, la campagne a totalisé près de six millions de vues et 300 000 engagements sur les plateformes numériques.



© UNESCO

▼ Le clip *Prévenue* des rappeurs Xuman et Mamy Victory met en garde contre les dangers de l'immigration clandestine. Le clip a obtenu 235 000 vues sur la chaîne UNESCO/Dakar sur YouTube.

perçu comme un élément de prestige supplémentaire.

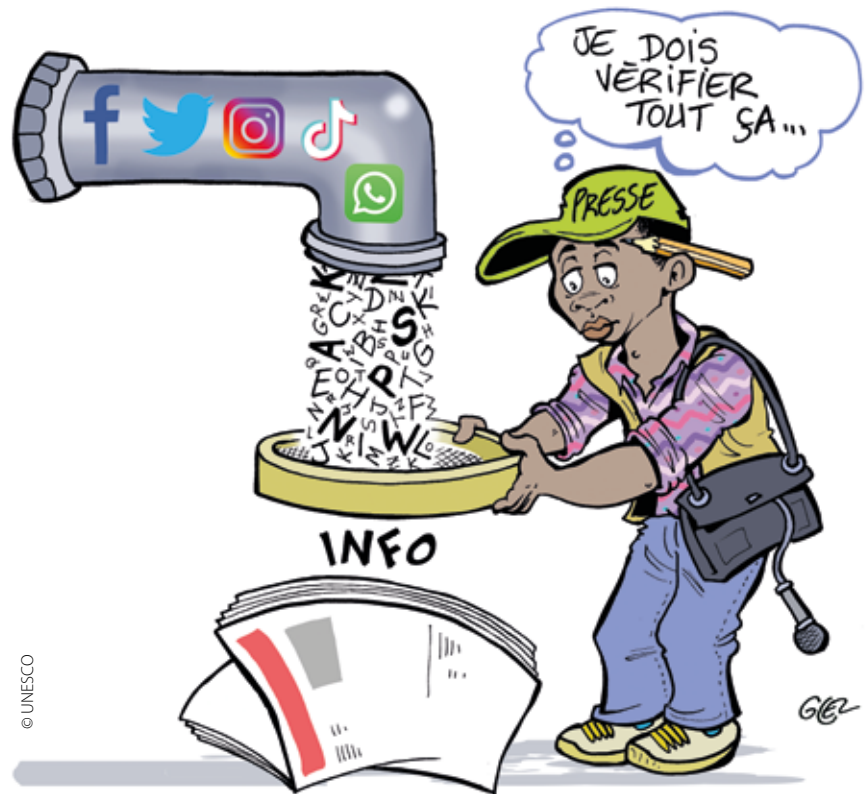
Les informations sur les pays de destination, souvent exagérées ou inexactes, proviennent de sources informelles : amis, parents, réseaux sociaux.

Un chômage endémique

La situation économique et les taux élevés de chômage des jeunes poussent les Nigériens à rechercher de meilleures opportunités, des emplois et une plus grande sécurité. En 2020, selon le Bureau national des statistiques, 53,4 % des jeunes étaient sans emploi. Selon l'horloge de la pauvreté dans le monde, 86 millions de Nigériens, soit 41 % de la population, vivent aujourd'hui dans l'extrême pauvreté. Ces réalités économiques, associées à d'autres variables telles que l'instabilité politique, la montée des conflits – et maintenant les effets de la pandémie de Covid-19 – ont conduit un nombre croissant de jeunes de certaines catégories à quitter le Nigeria pour des pays perçus comme plus prometteurs.

“
Les jeunes considèrent la migration irrégulière comme une solution « astucieuse » pour atteindre l'étranger

La plupart des répondants ayant quitté illégalement le Nigeria ont reconnu qu'ils n'étaient pas conscients de ce qui les attendait. Beaucoup ont livré des récits effroyables de leurs tentatives de rejoindre l'Europe à pied. Jessica, une trentenaire revenue d'Italie, raconte que six des jeunes femmes avec lesquelles elle a voyagé ont péri en mer. Elles étaient 160, réparties dans trois bateaux. Deux d'entre eux sont tombés en panne en pleine mer, et six des passagères sont mortes avant l'arrivée des secours. Les survivantes ont finalement été recueillies



▼ L'information sur les migrations vue par le caricaturiste franco-burkinabé Damien Glez. Dessin réalisé en 2020 dans le cadre de la campagne de l'UNESCO intitulée « Autonomiser les jeunes en Afrique à travers les médias et la communication ».

par des employeurs potentiels, légaux ou non, après leur arrivée en Espagne.

La croissance et l'essor d'un pays dépendent largement du développement de son capital humain, et donc de la formation et de l'éducation. Or les universités nigérianes sont régulièrement paralysées par des grèves du personnel qui perturbent l'enseignement et provoquent une perte de confiance dans ces institutions. Cela conduit les jeunes à vouloir étudier à l'étranger.

Enseigner les dangers de la migration irrégulière

Il en résulte souvent une forme de migration par étapes, la plupart des étudiants préférant rester dans le pays d'accueil à la fin de leurs études pour y chercher un avenir meilleur plutôt que de rentrer chez eux. Jessica, que nous avons interrogée, a été entraînée par des trafiquants qui lui ont fait miroiter des études de rêve à l'étranger. « Pendant les vacances du premier trimestre de l'école secondaire, un ami de ma famille a dit à mes parents qu'il allait m'emmener en Italie pour que j'y poursuive mes études. Mes parents se sont laissés convaincre car ils pensaient qu'en Italie mes études seraient facili-

tées. » Elle a ensuite compris qu'elle avait été trompée et est rentrée au Nigeria.

Comprendre les raisons qui poussent les jeunes Nigériens à migrer peut susciter des réponses politiques. Pour les dissuader de partir, le Nigeria doit combler les inégalités, créer des emplois et assurer la sécurité de sa population. Des programmes et des activités doivent enseigner aux jeunes les dangers et les pièges de la migration irrégulière et leur ouvrir les yeux sur le sort réservé aux clandestins et la vie dans les pays de destination. Les programmes scolaires du secondaire devraient inclure des notions sur les droits des migrants et les procédures internationales en matière de migration.

Le Nigeria doit promouvoir et bâtir une économie favorable aux jeunes, où ceux qui souhaitent entreprendre reçoivent le soutien matériel et financier nécessaire. Chacune de ces interventions est essentielle pour garantir que le pays conserve le précieux trésor de compétences et de capacités que recèle sa jeunesse. ■

*Tous les noms ont été changés afin de protéger l'identité des participants à l'étude.

Les réfugiés d'Afrique seraient tous candidats à l'émigration en Europe, les sociétés hôtes leur seraient toujours hostiles, ils seraient forcément en concurrence avec les populations locales sur le marché de l'emploi : ces idées reçues, très répandues, sont largement réfutées par les enquêtes de terrain.

Réfugiés : pour en finir avec les préjugés

Alexander Betts

Professeur spécialisé dans les migrations forcées et les affaires internationales à l'Université d'Oxford, au Royaume-Uni, et auteur de *The Wealth of Refugees: How Displaced People Can Build Economies* (« La Richesse des réfugiés : comment les personnes déplacées peuvent contribuer au développement des économies »).

Aujourd'hui, il y a plus de personnes déplacées en raison de conflits et de persécutions que jamais depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais dans le contexte actuel de politisation des questions d'asile et d'immigration, aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres, les réfugiés ont de plus en plus de mal à accéder à une protection internationale. Une partie du problème peut être attribuée à la désinformation. Les médias et les dirigeants politiques déforment parfois la perception du public en présentant les réfugiés comme un fardeau pour les communautés d'accueil.

Dans mon ouvrage, *The Wealth of Refugees: How Displaced People Can Build Economies*, je m'appuie sur une étude d'envergure réalisée en Afrique de l'Est, menée notamment auprès de plus de 16 000 réfugiés et membres de communautés d'accueil dans des camps et des villes d'Éthiopie, du Kenya et d'Ouganda. Les données recueillies permettent de réfuter cinq mythes largement répandus sur les réfugiés en Afrique et de montrer qu'ils peuvent contribuer au développement de leur pays d'accueil si des politiques inclusives sont mises en place.

Mobilité

Les réfugiés d'Afrique veulent tous venir en Europe

Dans les pays riches, on pense généralement que tous les réfugiés souhaitent se rendre en Europe, en Amérique du Nord ou en Australasie. La réalité des réfugiés en matière de mobilité est bien différente : 86 % des réfugiés sont accueillis par des pays à revenu faible et intermédiaire, et neuf des dix nations comptant le plus de réfugiés sont des pays du Sud.

Il est vrai qu'un grand nombre aspirent à s'installer dans un pays riche mais une majorité d'entre eux admet que ce projet n'est pas réaliste. Ainsi, à Addis Abeba, plus de 95 % des réfugiés souhaitent s'installer dans un pays tiers, mais plus de la moitié sont conscients que cet espoir a très peu de chances de se réaliser dans un avenir proche.

Au Kenya, même si un nombre important de réfugiés se déplacent au cours d'une année donnée, la majeure partie de cette mobilité est interne. Quant à la mobilité internationale, elle concerne principalement l'État voisin d'Ouganda, ou des déplacements organisés tels que le rapatriement ou la réinstallation. Seule une infime partie d'entre eux – bien infé-

rieure à 1 % par an – émigrent en Europe ou dans d'autres pays riches.

Conclusion : la plupart des réfugiés sont et resteront accueillis par des pays à revenu faible et intermédiaire dans leur région d'origine.

Cohésion sociale

Les communautés hôtes sont systématiquement hostiles aux réfugiés

On considère généralement que les communautés d'accueil jugent la présence des réfugiés comme un fardeau. Or, si des politiques adéquates sont mises en place, les réfugiés peuvent être perçus de façon positive. Dans certaines régions frontalières reculées, il peut arriver que la présence de réfugiés et d'organisations humanitaires constitue l'un des seuls marchés et sources d'emploi. La présence du camp de réfugiés de Kakuma, au Kenya, fournit à la communauté locale un débouché commercial pour le bois de chauffage et le bétail, des possibilités d'emploi, ainsi qu'un accès aux écoles et aux hôpitaux.

Dans tous les pays étudiés, nous avons établi que le contact jouait un rôle



▼ Une femme turkana (à gauche) et son amie, réfugiée du Soudan du Sud, dans le camp de réfugiés de Kalobeyei, au nord-ouest du Kenya.

important : plus le niveau d'interaction entre les groupes est élevé, plus l'attitude des membres des communautés hôtes est positive, en particulier dans les villes. L'attitude des populations envers les réfugiés est étroitement liée à celle qu'adoptent leur famille et leurs voisins, ce qui indique que la perception des réfugiés se forme dans l'entourage proche.

Conclusion : il est possible de maximiser les retombées économiques pour la communauté d'accueil, et les politiques en matière de réfugiés doivent soutenir les communautés d'accueil et la relation entre les réfugiés et les hôtes.

Droit au travail

Les pays d'accueil n'ont rien à gagner à laisser les réfugiés travailler

Les lois internationales relatives aux réfugiés et aux droits humains accordent des droits socioéconomiques aux réfugiés, notamment le droit au travail et la liberté de mouvement. Or, de nombreux pays accueillant des réfugiés restreignent ces droits, car ils pensent que permettre aux réfugiés de travailler crée des tensions au sein de la communauté hôte. Résultat : les

réfugiés dans des pays comme le Kenya et la Tanzanie sont contraints de rester pendant des années dans des camps, sans pouvoir accéder à un emploi. Des données indiquent que cela a des répercussions négatives sur les droits et le bien-être des réfugiés, mais peut-être aussi sur les pays d'accueil.

L'Ouganda est l'un des seuls pays africains à leur permettre de travailler et de choisir leur lieu de résidence. Cette approche présente des avantages significatifs. Les réfugiés d'Ouganda ont des revenus de 16 % plus élevés que les réfugiés de l'État voisin du Kenya.

Certaines données indiquent que ce genre de politique bénéficie aussi bien aux réfugiés qu'aux citoyens du pays hôte. À Kampala, la capitale ougandaise, environ 21 % des foyers de réfugiés ont une entreprise employant au moins une autre personne, et 40 % des employés sont des citoyens du pays hôte. Pour de nombreux Ougandais, les réfugiés participent au développement de l'économie du pays en tant que producteurs, consommateurs et entrepreneurs.

Conclusion : il faut promouvoir activement – notamment à l'aide de mesures incitatives – le droit au travail des réfugiés, où qu'ils se trouvent dans le monde.

Migrants, réfugiés ou déplacés ?

Migrant : Il n'existe pas de définition juridiquement reconnue du terme « migrant ». Selon les Nations Unies, ce terme désigne « toute personne qui a résidé dans un pays étranger pendant plus d'une année, quelles que soient les causes, volontaires ou involontaires, du mouvement, et quels que soient les moyens, réguliers ou irréguliers, utilisés pour migrer ». Cependant, il est courant d'y inclure certaines catégories de migrants de courte durée, tels que les travailleurs agricoles saisonniers qui se déplacent à l'époque des semis ou des récoltes.

Réfugié : Au sens de la Convention de Genève de 1951, désigne toute personne qui craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, qui se trouve hors de son pays ou qui ne peut ou ne veut y retourner.

Personnes déplacées :

Personnes forcées de fuir ou de quitter leur lieu de résidence habituelle, soit en franchissant une frontière internationale, soit en se déplaçant à l'intérieur de leur propre pays, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles.

Demandeur d'asile :

Personne qui a quitté son pays d'origine et souhaite obtenir le statut de réfugié.

Source : Termes clés de la migration, Organisation internationale pour les migrations (OIM) ; UNESCO.





© UNHCR / Samuel Otiemo

▼ *Maambi Samil, réfugié de 24 ans originaire de la République démocratique du Congo, fabrique des masques dans sa petite entreprise au camp de Kakuma, au Kenya.*

Villes contre camps Les réfugiés sont toujours mieux lotis dans les villes que dans les camps

En Afrique subsaharienne, l'écrasante majorité des réfugiés recensés se trouvent dans des camps. Selon le HCR, seuls 16 % des réfugiés du Kenya vivent à Nairobi, 6 % des réfugiés d'Ouganda à Kampala et 4 % des réfugiés d'Éthiopie à Addis Abeba. La distribution campagne-ville reflète les restrictions des autorités publiques, la relative disponi-

bilité de l'assistance ou des emplois, et les préférences des réfugiés.

Les habitants des villes sont souvent plus âgés et de sexe masculin, tandis que les habitants des camps sont en général plus jeunes et de sexe féminin. Il arrive parfois que les familles de réfugiés se séparent : ceux qui peuvent trouver du travail partent en ville, ceux qui ont besoin d'assistance ou des personnes à charge restent dans les camps.

L'étude que nous avons menée en Afrique de l'Est révèle que les réfugiés gagnent mieux leur vie dans les villes,

mais ils ne sont pas nécessairement plus heureux, en meilleure santé ou mieux alimentés que ceux qui vivent dans des camps. Deuxièmement, les communautés d'accueil ont une attitude plus positive à l'égard des réfugiés qui vivent dans un environnement rural. Enfin, il existe une mobilité entre les camps et les villes.

Conclusion : ni la résidence urbaine ni la résidence rurale n'est intrinsèquement meilleure que l'autre pour les réfugiés. Les deux options constituent un choix forcé qui présente des avantages et des incon-



Des prix Nobel venus d'ailleurs



Depuis 1969, date de la création d'un prix d'économie, la majorité des prix Nobel sont allés à des instituts aux États-Unis. Mais les scientifiques engagés dans la recherche de pointe sont souvent des expatriés : selon la fondation Nobel, sur les 281 lauréats exclusivement affiliés à des organismes américains, 87 étaient originaires de l'étranger.

La même tendance s'observe ailleurs. Depuis 1969, 15 des 45 lauréats représentant des centres de recherche au Royaume-Uni étaient nés à l'étranger. La Suisse décroche la palme du plus grand nombre de lauréats d'origine étrangère, avec huit expatriés pour sept lauréats nés en Suisse. Les seuls pays dont les instituts se sont hissés parmi les dix premiers sans l'aide de scientifiques immigrés sont le Japon, avec quinze lauréats nationaux, et la Suède, avec huit lauréats.

Le pourcentage élevé de lauréats du Nobel immigrés et expatriés doit beaucoup à l'attrait mondial des instituts de recherche. Selon l'édition 2021 du *Rapport de l'UNESCO sur la science*, les pays du G20 représentent, en équivalents temps plein, près de 89 % de la population mondiale de chercheurs.

L'Union européenne (23,5 %) enregistre le plus grand nombre de chercheurs, suivie par la Chine (21,1 %) et les États-Unis (16,2 %). Dans certains cas, la population de chercheurs a augmenté plus rapidement que les dépenses de recherche, ce qui génère une lutte pour les financements des projets qui peut alimenter la fuite des cerveaux.



Pour de nombreux Ougandais, les réfugiés participent au développement de l'économie du pays

vénients relatifs. Les politiques en matière de réfugiés doivent être axées sur l'amélioration de l'accès aux droits, en milieu urbain aussi bien que rural.

Politiques

L'assistance aux réfugiés est uniquement motivée par des considérations humanitaires

L'assistance aux réfugiés est souvent considérée comme relevant de l'action humanitaire. Le droit international et la défense des réfugiés jouent évidemment un rôle important dans la conception de

la protection des réfugiés, mais il faut aussi être conscient que l'assistance aux réfugiés s'inscrit dans un contexte de politiques complexes et souvent ambiguës.

L'aspect politique des droits des réfugiés apparaît clairement lorsqu'on examine les motivations des pays, notamment ceux qui sont les plus progressistes et généreux en matière d'accueil des réfugiés. La politique d'autosuffisance de l'Ouganda, largement saluée par la communauté internationale, doit par exemple être remise dans son contexte historique et politique

pour être comprise. Loin d'être une création récente, c'est une approche qui s'est développée au fil du temps, avec le soutien de présidents successifs.

Conclusion : les organisations humanitaires internationales doivent être conscientes du contexte politique dans lequel s'inscrit la protection des réfugiés. La simple défense des réfugiés n'est pas suffisante : diverses stratégies et mesures incitatives sont également nécessaires pour promouvoir les droits des réfugiés dans les différents pays. ■

Avec quelque 3 000 km de côtes et des écosystèmes particulièrement vulnérables à l'évolution du climat, le Pérou est l'un des pays où les événements naturels et la mobilité humaine sont le plus étroitement corrélés.

Au Pérou, les migrants climatiques de plus en plus nombreux

Laura Berdejo

UNESCO

Entre 2008 et 2019, sur les 33 millions d'habitants que compte le pays, environ 656 000 ont dû se déplacer suite à des catastrophes naturelles, d'après le Centre de surveillance des déplacements internes (IDMC).

D'ici 2100, ces déplacements pourraient atteindre des niveaux sans précédent et la fréquence et l'intensité des aléas naturels grimper en flèche.

« Ici, le mot clé est "huayco" », explique Liliana Márquez, cadreuse pour la télévision à Lima. « C'est le nom donné aux crues provoquées presque chaque été par El Niño, et avec lesquelles il a fallu vivre

dans un pays où le premier exode massif de population lié au climat remonte au XVIII^e siècle, quand le fleuve irriguant Zaña est sorti de son lit et a contraint toute la ville à l'exil. »

Le phénomène El Niño/Oscillation australe (ENOA) est le premier facteur de variabilité naturelle du climat au Pérou. Caractérisé par des phases de réchauf-



© Benjamin Morales Armao

fement (El Niño) et de refroidissement (La Niña) de la température de surface de la mer dans le Pacifique, le phénomène ENOA provoque des changements atmosphériques pouvant profondément modifier le climat, notamment les régimes pluviométriques. Son dernier épisode côtier, en 2017, a jeté sur les routes près de 300 000 personnes. Mais au-delà du phénomène El Niño, ce sont chacun des trois écosystèmes du pays qui sont exposés à des risques spécifiques pouvant engendrer de gigantesques vagues migratoires.

Des risques naturels en hausse

Si les habitants de la *costa*, la zone littorale concentrant le gros de la population et de l'économie du pays, subissent en première ligne les effets de l'ENOA, ils sont également exposés aux sécheresses récurrentes, aux périodes sans pluie et, dans une moindre mesure, aux très hautes températures, aux feux de forêt et aux vents violents.

Dans la *sierra*, la zone de hauts plateaux, la plupart des risques météorologiques sont liés à l'eau, bien qu'y prédomine aussi une exposition aux températures élevées et à la canicule dans certaines régions, ou aux températures très basses et glaciales dans des lieux comme

Cuzco. L'un des risques les plus sérieux, dont l'accélération pourrait provoquer la migration de 28 % des habitants des zones d'altitude, est le recul des glaciers, qui menace l'une des principales sources d'eau du pays.

Enfin la *selva*, ou forêt tropicale, voit se multiplier les inondations de grande ampleur ou, à l'inverse, les épisodes de forte sécheresse, les effondrements de berges, l'érosion, la déforestation et les risques de stress dû à l'excès de chaleur.

Dans un pays où le taux de pauvreté dépasse 20 % et où les inégalités sociales se sont encore creusées avec la pandémie, ces menaces accentuent encore la vulnérabilité socioéconomique de la population. Actuellement, la moitié du territoire national péruvien est menacée par des catastrophes récurrentes, un tiers de la population vit en zone à risque, plus de 9 millions de personnes sont exposées aux fortes pluies, inondations, huaycos et glissements de terrain, et près de 3,5 millions aux sécheresses.

Dans le pire des scénarios, c'est-à-dire un réchauffement de la planète de plus de 4 °C d'ici 2100, trois grandes menaces pèseraient sur le pays andin, faisant des dizaines de milliers de déplacés : un stress thermique « chaud » dans la région amazonienne, la fonte quasi totale des glaciers dans les Andes, et des épisodes El

Niño plus intenses qui mettraient en danger les populations côtières.

Déplacements internes

Au Pérou, la migration, qu'elle soit permanente ou temporaire, interne ou externe, est une tradition historique. Les Péruviens émigrent pour améliorer leurs conditions de travail, leur situation sociale ou éducative, et de plus en plus, désormais, pour échapper aux pressions environnementales. Ces flux historiques ont créé de solides réseaux qui encouragent la migration vers les villes et la côte et favorisent les transferts de fonds vers les zones rurales du Pérou.

Le climat provoque surtout des migrations internes, dont la dynamique repose maintenant sur des critères de différenciation sociale : âge (les jeunes partent plus souvent), niveau de revenu (les personnes pauvres sont plus susceptibles de migrer), sexe (les hommes sont légèrement plus mobiles).

Sur la côte, les pêcheurs se déplacent le long du littoral en fonction de la disponibilité des ressources marines déterminée par l'ENOA, et les agriculteurs de Piura (au nord) migrent temporairement pendant les sécheresses afin de diversifier leurs revenus. Sur les hauts plateaux, les effets du changement climatique ont accéléré



© Greenpeace / Daniel Beltra

▼ Images du glacier Yanamarey, dans les montagnes de la Cordillera Blanca (cordillère Blanche). Entre 1997 (à gauche) et 2004 (à droite), son recul est manifeste.

les vastes flux migratoires historiques, et l'on y migre à cause des vagues de froid, de gel, des pénuries d'eau provoquées par le recul des glaciers, des modifications du régime des précipitations. Dans les zones de *selva*, les agriculteurs migrent surtout de manière préventive et temporaire pendant la saison des pluies pour assurer leur sécurité alimentaire.

Les lieux de destination comportent souvent des risques et des dangers (lits de rivière, plaines inondables, hauteurs mal approvisionnées en eau à la périphérie des villes, etc.), ce qui, comme le souligne l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), peut entraîner un « coût psychosocial élevé chez les personnes qui perdent leur maison, leurs moyens de subsistance et leurs biens ».

“ Le dernier épisode côtier d'El Niño, en 2017, a jeté sur les routes près de 300 000 personnes

Dans ce contexte, le rôle des médias dans la gestion des déplacements climatiques gagne en importance. « Les victimes du huayco de 2017 vivent encore sous des tentes à Lima trois ans plus tard », se désole Liliana Márquez. « On note un intérêt croissant pour les histoires humaines liées à la migration climatique », constate de son côté Pablo Escribano, spécialiste de la migration et du changement climatique au bureau américain de l'OIM.

« Ces histoires sont importantes, ajoute-t-il, car elles rapprochent leur destinataire de la réalité vécue par les victimes du changement climatique et de la migration forcée. »

Un phénomène planétaire

L'augmentation de la migration climatique au Pérou, comme dans d'autres pays où elle atteint des niveaux élevés – Bangladesh, Fidji, Ghana, Tanzanie, notamment –, s'inscrit dans une tendance mondiale.



CC BY 2.0 photo du ministère de la Défense du Pérou

▼ Évacuation de victimes d'El Niño dans la région de Piura, dans le nord-ouest du pays, où des pluies torrentielles ont chassé de chez elles près de 300 000 personnes en 2017.

En avril dernier, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a publié un rapport montrant que, au cours de la dernière décennie, les événements liés au climat ont déclenché en moyenne 21,5 millions de nouveaux déplacements chaque année, soit deux fois plus que ceux causés par les conflits et la violence.

Selon les données de l'IDMC, en 2020, c'est un total de 30,7 millions de personnes au niveau mondial qui ont été poussées au départ par les catastrophes naturelles. Les phénomènes météorologiques représentent 98 % des causes de déplacement liés aux catastrophes.

« Notre rapport montre aussi que la plupart des personnes déplacées restent dans le pays d'origine », précise Alexandra Bilak, directrice de l'IDMC, qui craint que les risques « n'exacerbent encore les inégalités socioéconomiques ».

Une réponse qui s'organise

« Le modèle péruvien nous montre que les effets du changement climatique et de la dégradation des écosystèmes amplifient les risques de déplacement humain et de migration », souligne Johan Rockström, directeur du PIK, l'institut de recherche sur l'impact du changement climatique de Potsdam.

« Étant donné que le Pérou a des écosystèmes communs (*sierra, costa,*

selva) avec les pays voisins, note Pablo Escribano, ils peuvent partager certaines réalités. Ce qui les différencie, c'est la réponse des autorités. »

« L'Amérique latine, ajoute-t-il, a été pionnière dans l'élaboration de politiques en matière de migration, d'environnement et de changement climatique, autant peut-être que le Pacifique. Dans plusieurs pays de la région, comme le Pérou, le Guatemala, Belize ou le Chili, des efforts sont entrepris pour améliorer l'approche politique de la migration climatique. »

Bien qu'il subsiste certains vides juridiques, le Pérou a depuis 2000 adopté plusieurs cadres de référence sur le changement climatique, et dispose désormais d'un large éventail d'instruments juridiques et de politiques pour encadrer les migrations qui en découlent.

Si la plupart des migrations climatiques restent internes et relèvent donc de la responsabilité des États, des initiatives régionales sont également en cours, souligne Pablo Escribano.

« En Amérique latine, explique-t-il, l'organisme régional dont l'approche de la migration climatique est la plus avancée est la Conférence sud-américaine sur la migration, qui élabore actuellement une cartographie des politiques concernant la migration, l'environnement et le changement climatique. » Une nécessité compte tenu de l'impact à venir des risques naturels sur les populations du continent. ■

Au Canada, un centre pour soigner les maux de l'exil

Longtemps méconnue, la détresse psychologique des migrants et réfugiés est désormais mieux prise en compte, comme dans ce Service d'aide psychologique spécialisée hébergé par l'hôpital Jeffery Hale de Québec, qui aborde les symptômes des patients en s'appuyant sur leur culture d'origine.

Guy Sabourin

Journaliste indépendant à Montréal

Assane Traoré [le nom a été changé] a récemment quitté l'Afrique de l'Ouest. Aujourd'hui réfugié à Québec, il a été confronté aux massacres et aux violences perpétrés par des groupes djihadistes. Le soir, il s'enferme avec sa famille, met des protections aux fenêtres. Il a toujours le sentiment d'être suivi.

« Il est ici, mais toujours là-bas, comme beaucoup d'autres », explique le psychologue Jean-Bernard Pocreau, professeur titulaire retraité à l'Université Laval et cofondateur du SAPSIR (Service d'aide psychologique spécialisée aux immigrants et réfugiés), qui s'est occupé de lui. « Ce qui était pertinent dans son pays ne l'est plus ici. Son anxiété contamine sa famille. »

D'une manière générale, les migrants ne souffrent pas davantage que la population générale de problèmes de santé mentale (une personne sur quatre au cours de sa vie, selon l'Organisation mondiale de la santé). Mais leur vécu spécifique avant la migration et dans le pays hôte peut accentuer leur détresse psychologique.

Les migrants, qui ont la possibilité de retourner dans leur pays d'origine, peuvent être sujets à la mélancolie et

idéaler la vie qu'ils ont laissée derrière eux. « Ces chagrins peuvent actualiser ou exacerber des pathologies latentes antérieures s'il y avait des fragilités ou vulnérabilités au départ », précise Jean-Bernard Pocreau.

Décoder la souffrance

Mais pour les demandeurs d'asile et les réfugiés qui ont vécu des ruptures et des déchirements, les deuils peuvent être sévères. Ils sont exposés aux troubles dépressifs et anxieux, aux conflits familiaux, à un stress post-traumatique accentué par l'exil, qui s'expriment souvent par des troubles somatiques affectant la tête, l'appareil digestif ou la colonne vertébrale. « Même sans support organique observable, leur souffrance n'en est pas moins très réelle, précise Jean-Bernard Pocreau. La lecture que plusieurs migrants issus de cultures traditionnelles font de leurs difficultés diffère beaucoup de la nôtre. C'est pourquoi nous devons avant tout la décoder. » Ces différentes pathologies affectent en premier lieu la confiance en soi, le lien social et la projection dans l'avenir.

Migrants et réfugiés souffrent également à divers degrés des violences institutionnelles et des agressions répétées qui peuvent survenir dans leur pays d'accueil. Témoignage cette femme rescapée du conflit

interethnique rwandais, ayant perdu sa famille et une partie de ses enfants, qui avait malgré tout réussi à construire une nouvelle vie au Québec. Un soir, elle a été agressée en sortant de son travail. « Cette agression a réveillé tous ses traumatismes antérieurs, explique Jean-Bernard Pocreau. La restauration de sa vitalité s'est écroulée. L'irrationnel a pris le dessus et lui a donné le sentiment qu'elle était toujours en danger, où qu'elle soit. »

L'apport de l'ethnopsychiatrie

« Au tournant des années 2000, migrants et réfugiés se sentaient incompris quand ils allaient dans le réseau de la santé lors d'épisodes de détresse psychologique », explique la psychologue Lucienne Martins Borges, professeure à l'École de travail social et de criminologie à l'Université Laval et cofondatrice du SAPSIR. « Nous avons été sensibles à cette réalité et avons créé un service pour ces personnes-là. »

Le SAPSIR mène sa mission dans des locaux attenants au Service santé des réfugiés, lui-même intégré à l'hôpital Jeffery Hale de Québec. « Pour les situations complexes, c'est le grand-groupe qui répond le mieux », précise Lucienne Martins Borges. Par grand-groupe, elle entend l'intervenant qui réfère la personne, un psychologue principal et un cothérapeute, un



travailleur social, un infirmier, l'interprète médiateur culturel. « Les personnes que nous rencontrons sont souvent issues de milieux collectivistes ou communautaires, et c'est pourquoi elles répondent mieux aux interventions de groupe », précise-t-elle. Selon les cas, il y a aussi des suivis en petit-groupe (deux ou trois intervenants) et, plus rarement, individuels.

“ Au tournant des années 2000, migrants et réfugiés en détresse psychologique se sentaient incompris par le réseau de la santé

« Lors de ces rencontres, nous devons vraiment nous appuyer sur la culture de la personne, sur les éléments qui l'ont construite et qui font du sens pour elle, explique Jean-Bernard Pocreau. Il faut pénétrer progressivement son univers puis co-tisser, co-construire une compréhension qui permettra l'adhésion. Celle-ci est majeure pour que la personne

accepte le traitement, le juge pertinent et utile pour elle. » Cette approche relève de l'ethnopsychiatrie, qui accorde une place centrale à la dimension culturelle incluse dans l'expression des symptômes psychologiques.

Le SAPSIR rencontre la personne de 15 à 17 fois et supervise ensuite l'intervenant qui prendra le relais. C'est ainsi que rayonne l'approche du SAPSIR sur tout le territoire.

« Je suis dans le milieu depuis un quart de siècle et je peux vous dire qu'on assiste à une évolution chez les intervenants », se réjouit Jean-Bernard Pocreau, qui assure que certains intervenants québécois s'inspirent aujourd'hui de la pensée ethnopsychiatrique et de l'approche interculturelle clinique pour traiter la souffrance psychique des migrants.

Restaurer la confiance en l'avenir

Migrants et réfugiés ont besoin de sécurité physique et psychologique et de sentir qu'ils peuvent faire des projets. Ils doivent trouver une réponse à la question : *comment continuer à être soi-même après et ailleurs ?* Il leur faut du temps, un filet protecteur, un entourage, se sentir en lieu sûr, à l'image de cet ingénieur agronome sud-américain, prisonnier de milices après avoir été très impliqué dans les communautés rurales. Ses ravisseurs l'avaient enfermé dans un sac, jeté à l'eau et lui avaient tiré dessus. Il s'en est miraculeusement sorti mais est arrivé au Québec dans un état dépressif majeur, incapable

de se projeter. Jusqu'à ce qu'il s'implique dans un mouvement local pour sauver une rivière du Québec. « Il s'est retrouvé dans du semblable, dans un univers qu'il connaissait qui faisait du sens pour lui, explique Jean-Bernard Pocreau. C'est ce qui permet à la personne de vivre la cohérence et la continuité de soi. »

« C'est comme dans une publicité avant-après la chirurgie plastique, illustre Lucienne Martins Borges. On le voit physiquement. On passe d'une personne en détresse courbée et sans éclat à quelqu'un qui devient rapidement plus investi, souriant, qui reprend confiance en l'avenir. Si nous ne voyions pas ces résultats lors des thérapies, je pense que nous n'aurions pas eu l'énergie de continuer.

« Parfois, aussi, nous perdons le contact avec des gens qui portent une agressivité qui ne leur appartient pas, qui sont tristes ou dépressifs, ajoute la thérapeute. Ils ne font plus confiance à l'autre et n'arrivent pas à rester dans le lien. »

« Notre dispositif répond à un besoin, et la majorité des gens que nous recevons retrouvent un sens à leur vie, poursuit Lucienne Martins Borges. Ce qui me préoccupe, ce sont tous ceux qui n'arrivent pas jusqu'à nous, les enfants surtout, nombreux à être traumatisés. C'est ce qui nous empêche de dormir en ce moment. » Le SAPSIR remettra sur ses rails le volet infantile à l'automne 2021.



ICCAR, un réseau de villes accueillantes

Säli, Ali et Nariman n'avaient que deux semaines pour convaincre. Ces trois jeunes Allemands ont été sélectionnés comme têtes d'affiche de la campagne *Together Human* appelée à lutter contre les stéréotypes dont sont victimes les migrants. Du 26 novembre au 7 décembre 2019, au travers d'un millier d'affiches associées à une vaste campagne sur les réseaux sociaux, les histoires d'intégration réussie de Säli, étudiante en médecine, Ali, pompier et sportif, et Nariman, officier de marine, ont été portées à la connaissance des habitants de Berlin, Stuttgart et Leipzig.

Cette campagne est un exemple parmi d'autres des actions de la Coalition internationale des villes inclusives et durables (ICCAR). Lancée par l'UNESCO en 2004, cette initiative vise à mettre en avant la contribution des migrants et des réfugiés au développement des sociétés hôtes.

Avec son réseau de plus de 500 villes dans le monde, ICCAR participe à l'élaboration des politiques, au renforcement des capacités et aux activités de sensibilisation afin de promouvoir un développement urbain inclusif et exempt de toute forme de discrimination.

▼ Self-Portrait as Shot to Death (Autoportrait en homme tué par balles), Plaza San Felipe Neri, Barcelone (1979), du photographe, artiste conceptuel et activiste argentin Marcelo Brodsky. Pendant son exil en Espagne entre 1976 et 1984, il restitue par ses photographies l'état psychologique d'un exilé.



En leur permettant de garder le contact avec leurs familles, de solliciter une aide financière en cas de coup dur et de se procurer une information essentielle à la poursuite de leur voyage, les téléphones portables sont devenus un élément clé de la survie des migrants et des réfugiés. Une enquête menée à Fès, au Maroc, met en lumière l'importance déterminante des technologies mobiles à toutes les étapes de leur voyage.

Le téléphone mobile, indispensable boussole des migrants

Moha Ennaji

Président de l'Institut des langues et des cultures (INLAC), professeur à l'Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès, Maroc.

« Parfois, je dois choisir entre manger et me connecter à Internet, pour rester en contact avec ma famille au pays. Quand j'ai besoin d'argent, je leur passe un appel via WhatsApp, et ils me l'envoient très rapidement. » Les propos de Mamadou, jeune Nigérien de 22 ans, résument bien à eux seuls le rôle clé que joue désormais le téléphone portable dans la vie des migrants. Preuve de cette importance cruciale : les réfugiés peuvent consacrer jusqu'à un tiers de leur budget pour se connecter à Internet, selon le bureau de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à Rabat.

Lorsque les migrants quittent leur pays d'origine, ils dépendent entièrement de leur téléphone portable. Smartphones et tablettes ont en effet un impact significatif sur leurs expériences à chaque étape de leur voyage. C'est ce qui ressort

de l'enquête de terrain que j'ai menée entre 2017 et 2019 à Fès, avec Filippo Bignami, chercheur à l'Université des sciences appliquées de la Suisse méridionale, auprès de réfugiés et de migrants sans papiers originaires de Syrie, de Libye et d'Afrique subsaharienne.

Longtemps terre d'émigration, le Maroc est devenu, depuis le milieu des années 2000, un lieu de transit et d'accueil pour un grand nombre de migrants venus d'Afrique subsaharienne (Congo, Côte d'Ivoire, Mali, Nigeria et Sénégal notamment) qui souhaitent rejoindre l'Europe, soit par les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, soit par les îles Canaries, avant de traverser la Méditerranée ou l'océan Atlantique. S'ils considèrent généralement leur séjour au Maroc comme une simple étape, beaucoup finissent pourtant par y séjourner des mois voire des années dans des conditions difficiles.

Coopération et soutien mutuel

Les personnes que nous avons interrogées avaient des niveaux de formation variables, ce qui a influencé leur « alphabétisation numérique », c'est-à-dire leur capacité à tirer parti des opportunités qui leur sont offertes via Internet et les réseaux de technologie mobile.

Sans surprise, nous avons constaté que les dispositifs technologiques facilitent le partage des informations en amont du voyage, dans la motivation de départ et le choix des destinations et des itinéraires notamment, puis tout au long du trajet. Ils facilitent aussi la coopération entre migrants et le soutien mutuel. Les personnes en situation irrégulière sont généralement plus dépendantes des sources d'information non officielles, notamment celles qui émanent des passeurs.

Ces derniers ont l'avantage de bien connaître les routes, les passages aux frontières et les procédures de visa. Les personnes que nous avons rencontrées ont déclaré qu'ils bénéficiaient d'informa-



▼ Une sacoche, un carnet et un téléphone, c'est tout ce que Saeed, 25 ans, a emporté en fuyant le Soudan pour la France. Photo extraite de la série Dans le sac des réfugiés du photoreporter français Maxime Reynié.

tions précises des passeurs, lesquels utilisent aussi les réseaux sociaux pour leur fournir une assistance pendant le voyage.

Régis, jeune Camerounais de 23 ans, a ainsi suivi les indications transmises par son passeur via une messagerie mobile depuis son pays d'origine jusqu'à Fès. Certains migrants refusent toutefois de s'en remettre aux services de passeurs et poursuivent leur voyage en utilisant les applications de navigation telles que le GPS ou Google Maps.

Un lien avec la famille

Pour des personnes jetées sur les routes incertaines voire périlleuses de la migration, le téléphone est aussi, peut-être avant tout, un lien réconfortant avec les proches restés au pays. Ces derniers sont tenus informés de leurs conditions de voyage via des messages et des photos échangés sur WhatsApp, Messenger, Telegram ou Facebook.

Ce soutien moral apporté par les familles s'accompagne dans bien des cas d'une aide financière, qui conditionne souvent la poursuite de leur périple. Les

fonds versés par la famille sont d'ailleurs généralement transférés directement via la technologie mobile. « Sans mon smartphone et les réseaux sociaux, je me sentirais plus exclu et isolé. Je l'utilise pour demander de l'aide à mes amis et rester en contact avec ma famille », assure ainsi Yaya, jeune Guinéen de 22 ans.

Mais les nouvelles technologies ne constituent pas une protection contre tous les risques associés à la migration clandestine. Notre recherche a révélé que les migrants potentiels bien informés ne réussissent pas nécessairement mieux à atteindre la destination souhaitée. Malgré

“
Les réfugiés peuvent consacrer jusqu'à un tiers de leur budget pour se connecter à Internet

leurs efforts, ils se trouvent confrontés comme les autres aux vols, aux agressions ou à des dispositifs sécuritaires qui les refoulent aux frontières, les obligeant dans la plupart des cas à rester dans le pays de transit.

Les nouvelles technologies peuvent aussi être vecteurs de fausses informations et de rumeurs susceptibles d'influencer les choix des candidats au départ. Ibrahima, jeune Ivoirien de 23 ans, a pris la décision de quitter son pays parce qu'il avait lu sur Internet qu'une fois arrivé au Maroc il serait envoyé dans un pays européen en tant que demandeur d'asile qui fréquentait l'école. Ayant réalisé que ce n'était pas le cas, il a risqué sa vie chaque nuit en tentant de monter dans un camion faisant route vers l'Espagne. De telles histoires sont assez courantes parmi les migrants irréguliers.

Quant à ceux qui parviennent à atteindre leur destination, ils contribuent aussi, via les applications de messagerie et les réseaux sociaux, à influencer la décision des candidats au départ en partageant des informations et des images sur leur nouvelle vie. ■

Venera Toktorova, itinéraire d'une migrante kirghize

Arrivée il y a 13 ans à Moscou, Venera Toktorova a d'abord connu le sort des immigrés kirghizes, cumulant les emplois pénibles et peu rémunérés. Elle est aujourd'hui à la tête de deux restaurants et a fondé Manas, le seul cinéma kirghize de la ville.

Nazigul Jusupova

Journaliste kirghize basée à Moscou (Fédération de Russie)

Dans l'effervescence d'un café moscovite baigné de musique orientale, le Sulaiman-Too, dans l'est de la ville, une femme surveille avec autorité le va-et-vient des serveurs du fond de la salle, tout en gardant un œil sur son téléphone portable. Robe claire et cheveux sagement attachés, Venera Toktorova, la propriétaire des lieux, a 40 ans.

Il y a 13 ans, après son divorce, elle a quitté la petite ville d'Och, au Kirghizistan, pour venir s'installer dans la capitale russe avec sa fille de trois ans. Elle est alors sans ressources et n'a nulle part où aller, mais rien n'entame la détermination de celle qui, petite, vendait des chewing-gums et des cigarettes au bazar local après l'école pour aider sa famille.

Diplômée d'économie, elle aurait pu devenir enseignante dans son pays. « J'imagine à quel point la vie aurait été difficile, avec un salaire couvrant à peine les dépenses de base », explique-t-elle. Le salaire moyen au Kirghizistan est d'environ 200 dollars par mois, le plus bas parmi les pays de la région. En 2019, on comptait en Russie plus d'un million de migrants venus du Kirghizistan.

À son arrivée à Moscou, elle connaît le parcours classique des immigrés venus de ce pays d'Asie centrale. « À cette époque, ils étaient généralement employés comme agents d'entretien et vivaient dans des sous-sols », se souvient Venera, qui a elle-même occupé une cave avec sa fille. D'abord concierge dans un immeuble cossu, elle cumule ensuite les emplois de femme de ménage pour financer la scolarité de sa fille, et fait le choix de refuser des places mieux rémunérées qui l'auraient obligée à confier son enfant à une nourrice. « C'était important pour moi de la voir grandir », souligne-t-elle.

La puissance des rêves

Au prix d'un travail acharné, elle parvient à économiser assez d'argent en un an pour acheter un petit appartement dans sa ville natale d'Och. « Je me levais à l'aube pour aller faire le ménage chez un premier employeur, puis j'accompagnais ma fille à l'école et retournais travailler. Ensuite, je revenais chercher ma fille et quand elle était couchée, j'allais lessiver le sol chez un autre employeur. J'étais comme un hamster dans sa roue », se souvient-elle.

Dure à la tâche, Venera est également portée par un rêve : celui d'une vie plus confortable dans laquelle elle posséderait un lieu à elle. « Aujourd'hui, j'ai mon propre appartement à Moscou et je possède un grand écran de télévision. C'est la preuve que les rêves peuvent se réaliser! » assure Venera, qui ne s'est jamais remariée.

Au fil des ans, la perspective d'un retour au pays s'est éloignée. Le désir de garantir à sa fille une éducation de qualité et sa propre réussite ont conduit Venera à différer sans cesse ce retour. « Tant de fois, je suis partie en me disant que je ne retournerais plus à Moscou, mais j'y suis chaque fois revenue », admet-elle.

Il faut dire qu'elle a fait du chemin depuis son arrivée. Devenue une entrepreneure accomplie, elle est désormais copropriétaire de deux restaurants. Installée pour de bon dans la capitale russe, elle n'a pas pour autant coupé les ponts avec son pays d'origine.

Il y a trois ans, avec plusieurs partenaires, elle a ouvert le seul cinéma kirghize de Moscou. Le manque d'expérience et des erreurs de gestion ont rapidement eu raison de cette initiative. Les quelques

mois d'existence du cinéma Manas, du nom d'une célèbre épopée kirghize, ont toutefois suffi à créer un besoin auprès de ses compatriotes qui ont activement milité pour sa réouverture.

Manas est aujourd'hui l'un des principaux lieux culturels kirghizes de la ville. Les ressortissants de ce pays d'Asie centrale y viennent autant pour se divertir que pour soigner leur mal du pays. Beaucoup l'avouent à Venera : ils prennent plus de plaisir à regarder des films kirghizes à

l'étranger que chez eux. En partant, ils la remercient toujours de leur avoir offert la possibilité de voir un film dans leur langue et dans le décor de leur enfance.

Renaissance du cinéma kirghize

Depuis quelques années, le cinéma kirghize a trouvé une nouvelle vitalité. Le septième art local a connu son apogée dans les années 1970. C'est l'époque du « miracle kirghize ». De jeunes réalisateurs adaptent sur grand écran des œuvres de l'écrivain Tchinguiz Aïtmatov. Mais au lendemain de l'indépendance du Kirghizistan, la production cinématographique, privée de subventions, traverse un passage à vide. Aujourd'hui, une nouvelle génération de cinéastes a émergé et porté à l'écran des projets commerciaux qui ont su trouver leur public. De sorte que les films kirghizes ont réussi à se tailler une place à côté des productions étrangères.

En 2018, à l'occasion du 90^e anniversaire de la naissance de Tchinguiz Aïtmatov, l'ambassade du Kirghizistan en Russie a offert au cinéma une collection de films adaptés de ses œuvres. Pendant une année entière, Manas a donc pu programmer gratuitement des films kirghizes de « l'âge d'or ». « C'était un cadeau magnifique ! » se réjouit Venera qui admet qu'elle a découvert sur le tard la richesse du cinéma kirghize.

Treize ans après son départ, elle se verrait bien prolonger quelques années encore sa vie moscovite. « Ici, j'ai dû travailler dur et surmonter des difficultés, mais je me suis épanouie dans cette nouvelle vie. J'ai appris à penser différemment et je suis devenue plus forte. » Elle n'a pourtant jamais renoncé à l'espoir de retourner un jour vivre dans son pays natal. « Quels que soient notre degré d'instruction et notre niveau de réussite, nous les migrants gardons toujours le sentiment intime d'être d'ailleurs. » ■

“

À Moscou, j'ai dû travailler dur, mais je me suis épanouie dans cette nouvelle vie



La Chine est, après l'Inde et le Mexique, le pays d'origine du plus grand nombre de migrants internationaux. Marquée par des vagues successives, l'histoire de l'émigration chinoise remonte à l'ouverture de la route maritime de la soie.

La longue histoire des Chinois d'outre-mer

Zhuang Guotu

Directeur d'études à l'université Huaqiao et professeur à l'université de Xiamen, dans le sud-est de la Chine, ses recherches portent sur l'histoire de la Chine ethnique et des relations internationales chinoises. Il est également membre du comité consultatif du Bureau des affaires des Chinois d'outre-mer.

D'après l'Organisation internationale pour les migrations (OMI), on recense aujourd'hui plus de 10 millions de migrants chinois vivant à l'étranger, voire 60 millions si l'on compte leurs descendants.

Il s'agit d'un des chiffres les plus élevés au monde. Il est vrai que l'histoire de l'émigration chinoise est ancienne. Elle prend naissance avec l'ouverture de la route maritime de la soie. Elle est alors concentrée en Asie du Sud-Est. Au début du xv^e siècle, des quartiers chinois, accueillant chacun plusieurs milliers d'émigrés, voient le jour à Sumatra et à Java, dans l'actuelle Indonésie. Mais c'est au xvi^e siècle que les expatriations deviennent massives. Entre-temps, les Européens se sont implantés en Extrême-Orient en vue de l'intégrer au réseau commercial mondial, et la concurrence qu'ils se livrent pour développer les colonies du Sud-Est asiatique suscite une demande de négociants et de travailleurs chinois.

Au début du xvii^e siècle, les Chinois sont environ 100 000 en Asie du Sud-Est, et entre 20 000 et 30 000 au Japon, où ils sont surtout employés dans le commerce et l'artisanat. Au milieu du xix^e siècle, leur nombre approche le million et demi d'individus, installés essentiellement en

Asie du Sud-Est, tandis qu'au Japon ils se fondent dans la société nippone.

L'impact des guerres de l'opium

À partir du milieu du xix^e siècle jusqu'au début des années 1940, la Chine connaît une deuxième vague d'émigration, dont les travailleurs chinois, ou « coolies chinois sous contrat », constituent la principale composante. Lors des deux guerres de l'opium, au xix^e siècle, la Grande-Bretagne et la France forcent le gouvernement des Qing à autoriser un départ massif de main-d'œuvre chinoise vers les pays occidentaux et leurs colonies, où elle vient remplacer les esclaves noirs. C'est le début de la dispersion des Chinois d'outre-mer à travers le monde, de l'Asie du Sud-Est vers l'Amérique, l'Afrique, l'Europe et l'Australie.

Après la Première Guerre mondiale, et avant que la Seconde n'éclate dans le Pacifique, la prospérité économique de l'Asie du Sud-Est stimule encore la demande de main-d'œuvre, à laquelle répondent les migrants chinois : au début des années 1940, on compte environ 8,5 millions de Chinois expatriés dans le monde, dont plus de 90 % en Asie du Sud-Est. Entre 1949 et la fin des années

“
Une des caractéristiques des Chinois est l'importance accordée à l'éducation de la génération suivante

1970, la République populaire de Chine met un terme à ces activités migratoires à grande échelle, et la vague de migration qui déferlait depuis plus de trois siècles est interrompue.

Commencée dans les années 1980, la troisième vague de nouveaux migrants chinois est une part intégrante de la marée migratoire mondiale. Ils sont originaires de trois régions – la Chine continentale, principale pourvoyeuse, mais aussi Taïwan et Hong Kong – et rejoignent majoritairement les pays industrialisés. C'est aux États-Unis que leur croissance est la plus forte.

Mais le rapide essor économique de la Chine, et le développement de ses relations commerciales extérieures, les oriente aujourd'hui massivement vers les pays en développement. Le nombre de migrants chinois est monté en flèche en Asie centrale et occidentale, en Afrique et en Amérique latine.





▼ Enfants étudiant dans une laverie à New York par Bud Glick. De 1981 à 1984, il a photographié le quartier chinois de Manhattan pour le Museum of Chinese in America (Musée des Chinois en Amérique).

Construction de chemin de fer et exploitation minière

Que ce soit dans les pays tropicaux d'Asie du Sud-Est ou les nations tempérées d'Europe et d'Amérique, qu'ils aient ouvert des routes ou défriché des terres incultes dans le Sud-Est asiatique au XVIII^e siècle, bâti des cités et des ports ou exploité des mines d'or aux États-Unis au XIX^e, construit des chemins de fer ou ouvert des restaurants et des épiceries en Europe au XX^e, les migrants chinois ont contribué de manière significative à leurs nouvelles sociétés.

Grâce à leur travail, ils tendent à gagner leur place dans la société en économisant leurs revenus et leurs biens en période de difficultés économiques. Aussi, lorsque survient une crise, ils peuvent être en mesure de se prendre en charge avant d'avoir à solliciter l'aide de leur famille et de leurs amis, et encore moins de la nouvelle société dans laquelle ils vivent.



La troisième vague de migrants chinois rejoint majoritairement les pays industrialisés

Les Chinois d'outre-mer restent aussi très attachés à leur pays d'origine. L'un de leurs principaux objectifs est de soutenir leur famille, leurs proches et leurs amis. Ils ont également une culture bien ancrée de transferts de fonds vers leur pays d'origine. Cet attachement se transmet souvent de génération en génération. Cela fera bientôt un siècle qu'ils participent à l'effort de modernisation de la Chine. Depuis les années 1980, plus des deux tiers des investissements étrangers acceptés par le gouvernement chinois proviennent des expatriés.

Éducation des réfugiés : les fonds manquent

Près de la moitié des personnes déplacées dans le monde aujourd'hui ont moins de 18 ans. Leur nombre n'a cessé d'augmenter au cours des dernières années. Les réfugiés et migrants en âge d'aller à l'école sont en effet 26 % de plus qu'en 2000. C'est ce qui ressort du Rapport mondial de suivi sur l'éducation (GEM) 2019 de l'UNESCO : *Migration, déplacement et éducation : Bâtir des ponts, pas des murs*, qui souligne que le droit de ces enfants à une éducation de qualité, reconnu en théorie, n'a pas toujours cours dans les salles de classe.

Des progrès ont pourtant été accomplis pour intégrer ces enfants, notamment par certains des principaux pays d'accueil de réfugiés, comme le Tchad, l'Éthiopie ou l'Ouganda. Le Canada et l'Irlande se distinguent de leur côté par la mise en œuvre de politiques éducatives inclusives pour les immigrants.

Mais les efforts en faveur de l'inclusion risquent d'échouer, mettent en garde les auteurs du Rapport, faute d'un nombre suffisant d'enseignants qualifiés. Pour fournir une éducation de qualité à tous les réfugiés, l'Allemagne aurait besoin de 42 000 nouveaux enseignants, la Turquie de 80 000 et l'Ouganda de 7 000. Pour accompagner des enfants ayant parfois vécu des traumatismes, ces enseignants ont besoin d'une formation spécialisée qui leur fait souvent défaut. Au Liban par exemple, seuls 55 % des personnels enseignants ont reçu une formation pour répondre aux besoins des élèves déplacés.

Les financements manquent aussi cruellement : le rapport constate que seulement 800 millions de dollars ont été consacrés à l'éducation des réfugiés dans le monde en 2016, le tiers de ce qui serait nécessaire.

Stéréotypes

Les migrants chinois sont généralement considérés comme travailleurs et économes. Beaucoup ont été en mesure de s'enrichir, de créer des entreprises et d'investir sur les marchés financiers.

Une des caractéristiques des Chinois est l'importance accordée à l'éducation de la génération suivante, peut-être en raison de l'adage « Tout travail est inférieur, seule la lecture est supérieure ». Qu'elles soient riches ou pauvres, et indépendamment du pays où elles vivent, les familles chinoises ont le culte de l'éducation. Même celles dont le niveau d'instruction est faible sont prêtes à faire des sacrifices pour que leurs enfants puissent étudier dans de bonnes écoles.

Ces caractéristiques ont parfois alimenté des perceptions stéréotypées

des communautés d'immigrés chinois, qui ont encore accentué le fossé qui les sépare des autres groupes sociaux dans leurs pays d'accueil. Il est difficile toutefois de formuler des généralités à propos d'un groupe de migrants aussi important. Dans un monde globalisé où les cultures communiquent en permanence, toute tentative d'étiqueter certains groupes de personnes est à courte vue et irrationnelle. Les Chinois d'outre-mer ont continué à explorer et à construire leur identité dans ce monde de plus en plus intégré. Dans le cadre de la pandémie liée au Covid-19, et de la discrimination qu'elle a suscitée à l'encontre des personnes d'origine est-asiatique, ces défis ne peuvent être relevés en un jour. Mais les Chinois de l'étranger ont développé au fil des siècles une résilience utile pour faire face à ce type d'épreuve. ■

La dentition, miroir de nos mobilités passées

Les dents sont une mine de renseignements pour les archéologues, qui peuvent y lire de nombreuses informations, notamment sur les migrations.

Jenny Dare

UNESCO

« Avec un peu de perspicacité, la composition chimique de la dent peut livrer une mini-histoire de la vie d'une personne », explique Carolyn Freiwald, archéologue au département de sociologie et d'anthropologie de l'Université du Mississippi, aux États-Unis. Lorsque les dents se forment, elles fixent des éléments provenant de la nourriture et de l'eau comme l'oxygène, l'azote et le carbone. Ces traces chimiques révèlent le lieu où les aliments ont été produits et consommés : « Dans les cultures du monde entier, nous avons trouvé des dents qui portent la trace de migrations. Nous pensons souvent que les peuples anciens étaient sédentaires, mais en réalité ils ont toujours été mobiles. »

Contrairement aux os, qui se régénèrent tout au long de notre vie, les dents ne produisent pas de nouvelles cellules une fois formées. La première molaire, par exemple, croît et se stabilise pendant la petite enfance, « enregistrant » chimiquement le régime alimentaire du bébé. Les dents de sagesse contiennent un journal de ce que l'adulte mange et de l'origine de ses aliments. L'ensemble des dents d'une personne donne ainsi une carte de l'endroit où elle a vécu entre sa naissance et son décès.

Les dents ne sont pas les seules à nous donner des informations : la plaque dentaire, ou tartre – de minuscules couches de nourriture et de bactéries qui s'accumulent à la jonction des dents et des gencives –, contient 25 fois plus d'ADN qu'un os. En 2019, des chercheurs de l'Université d'Adélaïde, en Australie, ont analysé le tartre provenant de dents d'anciens Polynésiens pour déterminer la chronologie et les voies de migration exactes des humains préhistoriques dans le Pacifique. Les anthropologues estiment que l'étude du tartre dentaire pourrait apporter certaines réponses aux interrogations sur les schémas migratoires du passé.

Aujourd'hui, les médecins légistes appliquent ces techniques pour identifier les migrants qui périssent au cours de leurs voyages périlleux. Comme le précise Carolyn Freiwald, « C'est un peu plus difficile car nos contemporains mangent des aliments provenant de nombreux endroits différents, mais si notre travail commun dans ce domaine peut faire qu'une personne décédée se retrouve auprès de sa famille, cela en vaut la peine ». ■



© Getty Images / Shutterstock

Eva-Maria Geigl :

« L'histoire de l'humanité est faite d'une succession de migrations »

Les humains se sont toujours déplacés et métissés, comme l'atteste l'analyse du génome des ossements trouvés sur les sites archéologiques. Explications avec Eva-Maria Geigl, directrice de recherche au Centre national de la recherche scientifique (France) et coresponsable d'une équipe en paléogénomique à l'institut Jacques Monod à Paris.

Propos recueillis par **Agnès Bardon**

UNESCO

● **Quel est le rôle de la paléogénomique ?**

La paléogénomique est une discipline complémentaire de l'archéologie et de l'anthropologie. Les archéologues procèdent à des fouilles et extraient des fragments d'os qu'ils s'efforcent de situer dans une période et une culture données. L'analyse de restes humains issus des fouilles peut permettre d'identifier le sexe de l'individu, éventuellement son statut social, les maladies qui l'ont affecté et souvent même donner des indications sur les fonctionnements d'une société. Le travail des paléogénéticiens consiste à extraire l'ADN des ossements pour analyser leur génome. On compare alors ce génome avec celui d'individus ayant vécu à d'autres périodes, dans d'autres lieux, ou issus de populations actuelles. De cette manière, on peut reconstruire les affiliations, c'est-à-dire les liens de parenté, de proximité génétique, mais aussi les migrations et les métissages survenus au cours du temps.

● **Comment les informations génomiques peuvent-elles raconter l'histoire biologique d'une population ?**

L'analyse génétique permet de caractériser l'histoire du peuplement d'une région donnée et donc aussi des déplacements des populations et leur métissage avec les communautés autochtones. C'est la paléogénomique qui a ainsi permis de montrer qu'il y a 8 500 ans les agriculteurs d'origine anatolienne ou égéenne se sont déplacés vers le nord-ouest de l'Europe. L'agriculture et la domestication des animaux se sont développées il y a 12 000 ans environ dans le Croissant fertile au Moyen-Orient, en Iran et en Anatolie. Il y a 8 500 ans environ, ces agriculteurs ont commencé à migrer vers l'Europe à travers une route continentale qui partait de Grèce et passait par les Balkans, puis la Hongrie, l'Autriche, l'Allemagne pour arriver en France du Nord (Bassin parisien).

Une autre route longeait les côtes méditerranéennes via ce qui est aujourd'hui la Croatie, l'Italie, la Sicile, la Sardaigne et la Corse pour gagner ensuite le sud de la France et le nord-est de la péninsule Ibérique. Ces phénomènes étaient connus grâce à l'analyse

“

Il n'existe pas de populations génétiquement « pures »

de vestiges trouvés au cours des fouilles, qu'il s'agisse de fragments de céramique, d'outils en silex ou d'os d'animaux domestiqués comme le mouton, qui a été introduit par ces populations d'agriculteurs. Mais, à partir des matériaux à leur disposition, les archéologues ne pouvaient pas déterminer si seuls les savoir-faire et les techniques des agriculteurs du Croissant fertile avaient voyagé ou si les inventeurs de ces techniques s'étaient physiquement déplacés. Grâce à l'analyse génomique, on a pu établir que les agriculteurs avaient croisé les chasseurs-cueilleurs autochtones installés depuis environ 14 500 ans en Europe et s'étaient partiellement métissés avec ces populations.

● **Peut-il arriver que l'analyse fondée sur le génome éclaire certaines réalités historiques sous un jour nouveau ?**

Cela s'est produit en 2012, lorsqu'on a découvert dans la grotte de Denisova située dans les monts de l'Altaï, en Russie, les restes d'une jeune fille ayant vécu il y a au moins 50 000 ans. L'analyse du génome de sa phalange a permis de démontrer l'existence d'une population contemporaine des Néandertaliens. Cette population qui habitait l'Asie s'est répandue et s'est métissée avec les premiers *Sapiens* venus d'Afrique. Or, jusque-là, les paléo-anthropologues ne soupçonnaient pas l'existence de cette population.

La migration vers l'Europe des Yamnayas, des nomades venus des steppes

pontiques, au nord de la mer Noire, constitue un autre exemple. Ces populations, qui avaient une économie fondée sur l'élevage des bovins, ont déferlé sur l'Europe centrale et du Nord il y a quelque 5 000 ans. Ces nomades des steppes, surtout des hommes, se sont alors métissés avec les agriculteurs autochtones du néolithique tardif. Mais leur succès reproductif étant plus élevé, il s'est alors produit un important remplacement génomique, ce qu'on appelle une introgression. Aujourd'hui encore, en Bretagne, dans l'ouest de la France, en Irlande, au Royaume-Uni, 80 à 90 % des hommes portent le chromosome Y des Yamnayas. Ce phénomène n'était pas connu des archéologues parce qu'on n'avait pas trouvé de traces matérielles du passage des Yamnayas.

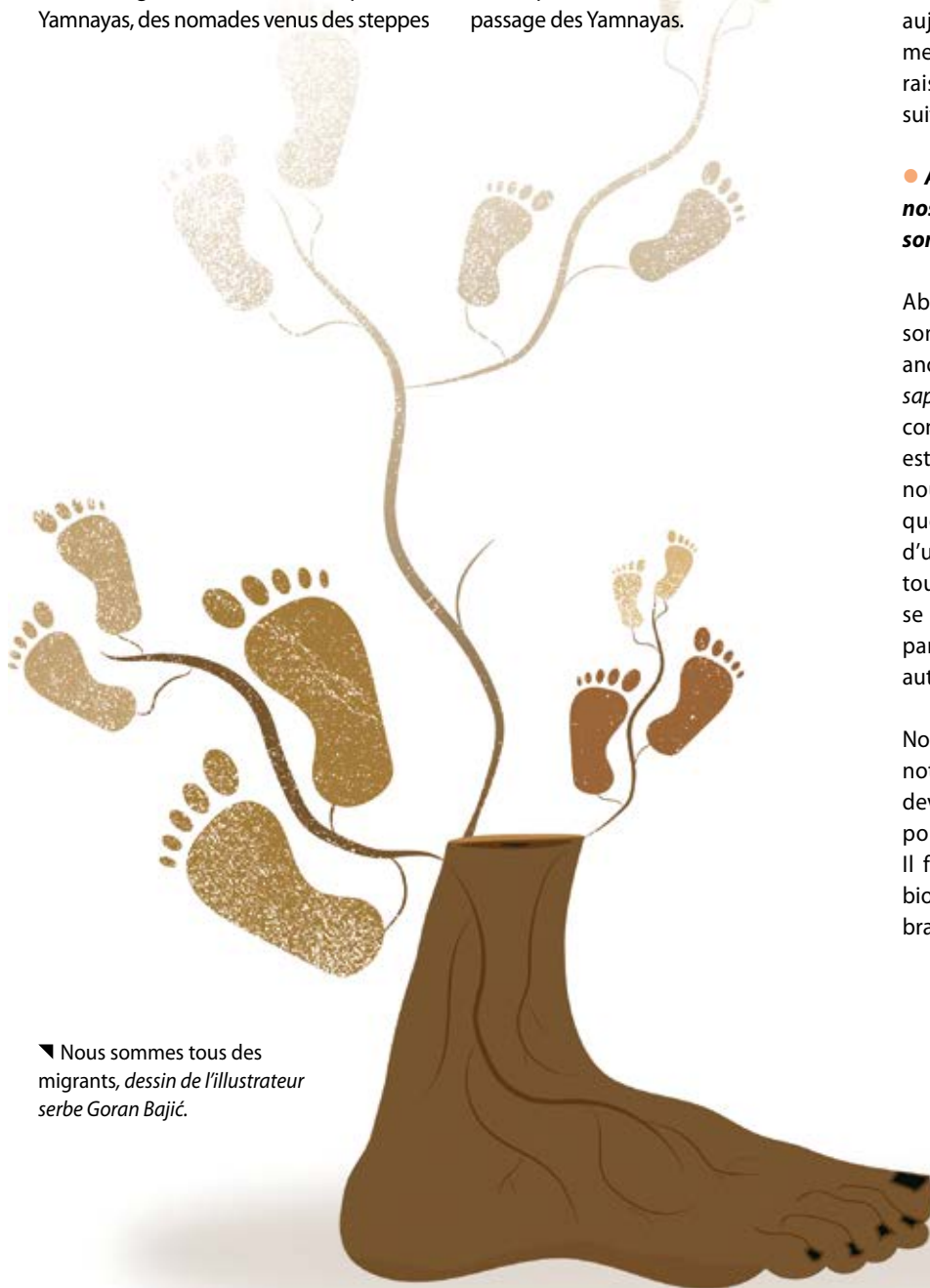
● **Connait-on les causes de ces différentes migrations ?**

On peut envisager plusieurs causes, mais il ne s'agit là que d'hypothèses. Nous ne pouvons pas en apporter la preuve scientifique. Les raisons de ces déplacements pouvaient être climatiques, mais il pouvait s'agir aussi de raisons démographiques. Les migrations pouvaient en effet être motivées par des nécessités liées à la subsistance d'un groupe, à l'image des chasseurs-cueilleurs qui suivaient les migrations des grands animaux. Lorsque le climat a évolué, les humains ont dû chercher d'autres régions où vivre. Des affrontements entre populations pourraient aussi en être l'origine. Tout comme aujourd'hui, on se déplaçait probablement il y a des milliers d'années pour des raisons climatiques, de subsistance ou suite à des conflits.

● **Au vu de l'analyse du génome de nos ancêtres, peut-on dire que nous sommes tous des migrants ?**

Absolument. Pour commencer, nous sommes tous africains, parce que nos ancêtres viennent tous d'Afrique. *Homo sapiens* a évolué en Afrique et a quitté le continent par vagues. La dernière vague est celle de nos ancêtres directs. Et puis nous sommes tous des migrants parce que l'histoire de l'humanité est faite d'une succession de migrations. Depuis toujours, les populations se déplacent, se mélangent, et cela se traduit parfois par un remplacement des populations autochtones, mais pas toujours.

Nous n'étions pas des sédentaires. Nous étions obligés de bouger parce que notre environnement a changé et nous devons nous adapter. Il n'existe pas de populations génétiquement « pures ». Il faut d'ailleurs s'en réjouir parce que, biologiquement, nous avons besoin d'un brassage des génomes. ■



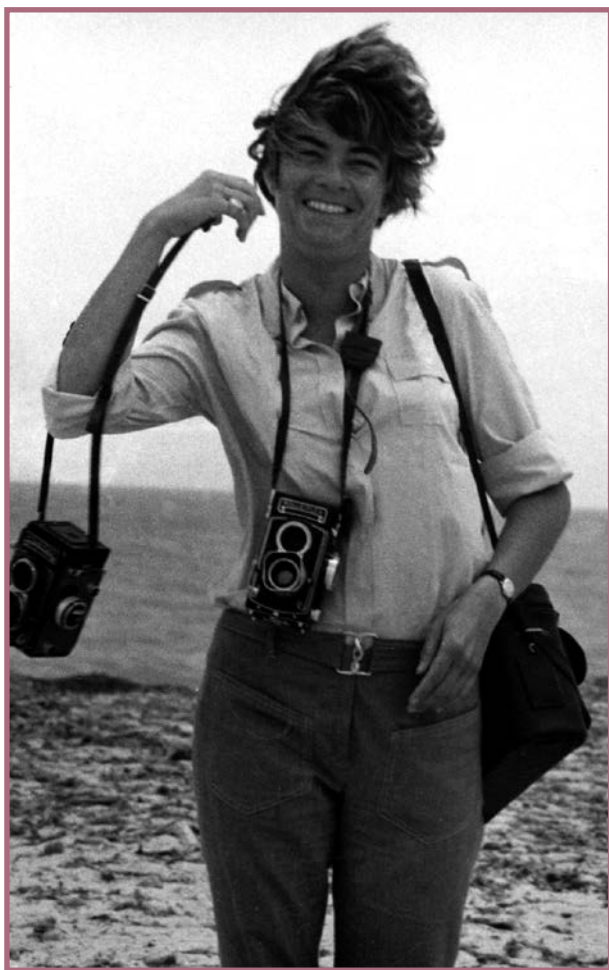
▼ Nous sommes tous des migrants, dessin de l'illustrateur serbe Goran Bajić.

Dominique Roger :

« L'UNESCO m'a offert le monde »

Photos : UNESCO / Dominique Roger

Texte : Katerina Markelova, UNESCO



© DR

Dominique Roger en mission dans les années 1970.

Le 4 novembre 1966, une *acqua alta* (marée haute) d'une ampleur exceptionnelle fait sauter les digues côtières de la ville de Venise, noyant le chef-d'œuvre architectural sous plus d'un mètre d'eau. Suite à l'appel à la solidarité internationale lancé par l'UNESCO, les pays du monde entier se mobilisent. Dépêchée sur place par l'Organisation, Dominique Roger rend compte en images des efforts déployés pour sauver les monuments et les fresques de ce site qui ne figure pas encore sur la Liste du patrimoine mondial.

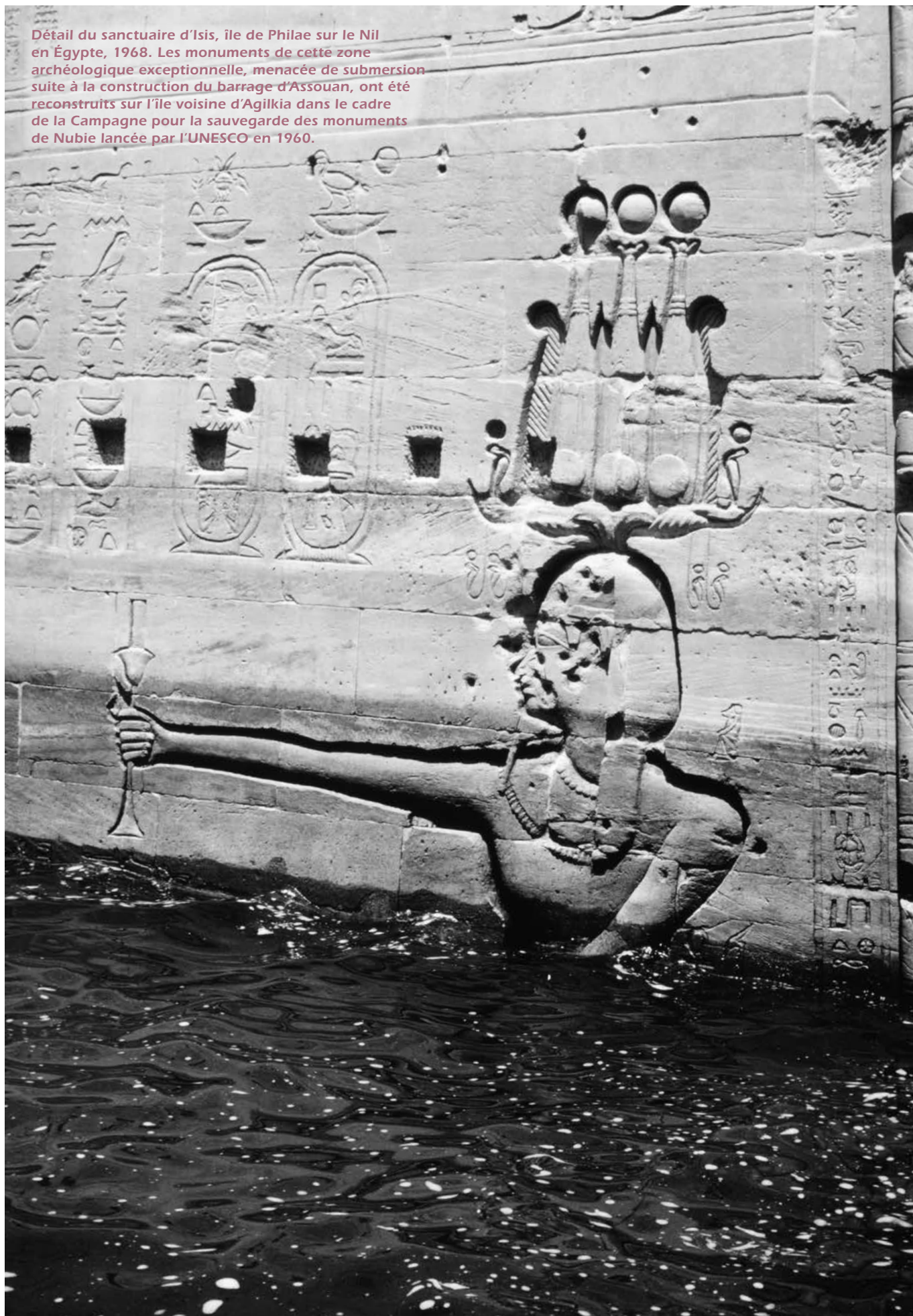
Au cours de ses trente ans de carrière, celle qui deviendra chef du service photographique de l'UNESCO entre 1976 et 1992 tient la chronique en images de l'action de l'Organisation, au siège et au cours de ses nombreuses missions. Du concert événement de la Sud-Africaine Miriam Makeba en 1978 aux premiers déploiements de capteurs par la Commission océanographique intergouvernementale en passant par les campagnes d'alphabétisation au Cap-Vert, en Iran ou au Pérou, la photoreporter donne à voir ce que fait l'Organisation au quotidien, à Paris comme sur le terrain. Ses photos constituent un témoignage essentiel, une importante contribution à la mémoire visuelle de l'UNESCO.

« L'UNESCO m'a offert le monde et c'est à Elle que je dois d'avoir ouvert les yeux sur les différences, les inégalités, les attentes des plus démunis, en un mot : sur les Autres », écrit la photographe dans le livre *Un chemin vers la paix* publié en 2016.

Les photos de Dominique Roger, auxquelles *Le Courrier de l'UNESCO* a consacré de nombreuses pages, ont fait l'objet de plusieurs expositions internationales.

Cette rétrospective est publiée à l'occasion du 75^e anniversaire de l'UNESCO, dont l'Acte constitutif est entré en vigueur le 4 novembre 1946.

Détail du sanctuaire d'Isis, île de Philae sur le Nil en Égypte, 1968. Les monuments de cette zone archéologique exceptionnelle, menacée de submersion suite à la construction du barrage d'Assouan, ont été reconstruits sur l'île voisine d'Agilkia dans le cadre de la Campagne pour la sauvegarde des monuments de Nubie lancée par l'UNESCO en 1960.





Restauration du porche des Caryatides de l'Érechthéion en 1968. Face à la rapide dégradation des monuments de l'Acropole d'Athènes en Grèce, l'UNESCO a lancé en 1977 la Campagne internationale pour la préservation de l'Acropole d'Athènes.

Nettoyage d'un angelot à l'atelier de restauration du Palazzo Davanzati, Florence (1967), dans le cadre de la Campagne internationale pour Florence et Venise lancée par l'UNESCO suite aux inondations de 1966.



Restauration d'une œuvre du peintre vénitien Giovanni Battista Piazzetta (1682-1754) à la basilique San Giovanni e Paolo à Venise, 1968.

Pollution des eaux dans la lagune de Venise, 1968.



1



2





1. Récital donné par Myriam Makeba, chanteuse et militante des droits civiques sud-africaine, lors du lancement de l'Année internationale pour la lutte contre l'Apartheid au siège de l'UNESCO à Paris, le 21 mars 1978.

2. Yehudi Menuhin, au violon, et Wilhelm Kempff, au piano, en répétition à la Salle Pleyel à Paris le 9 Janvier 1974 lors d'un concert donné à l'occasion du 25^e anniversaire de la création du Conseil international de la musique par l'UNESCO.

3. Léopold Sédar Senghor (à gauche), Président du Sénégal, avec Amadou-Mahtar M'Bow, Directeur général de l'UNESCO, lors d'une visite au siège à Paris, en mai 1978.

4. Le musicien et compositeur indien Ravi Shankar lors d'une soirée musicale à l'UNESCO organisée à l'occasion du 20^e anniversaire de l'Organisation en novembre 1966.

ZOOM



Mesures de la température et de la salinité de l'eau par le Centre national de recherches océanographiques de Madagascar, membre de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO, Nosy-Bé, 1989.



Un étudiant provoque un tremblement de terre miniature transmis à la « table à secousses » par un appareil hydraulique, Japon, 1969. Le Programme des Nations Unies pour le développement – dont l'UNESCO assure la mise en œuvre – assiste le gouvernement japonais dans la formation d'experts issus de pays en développement à lutter contre les effets des séismes.

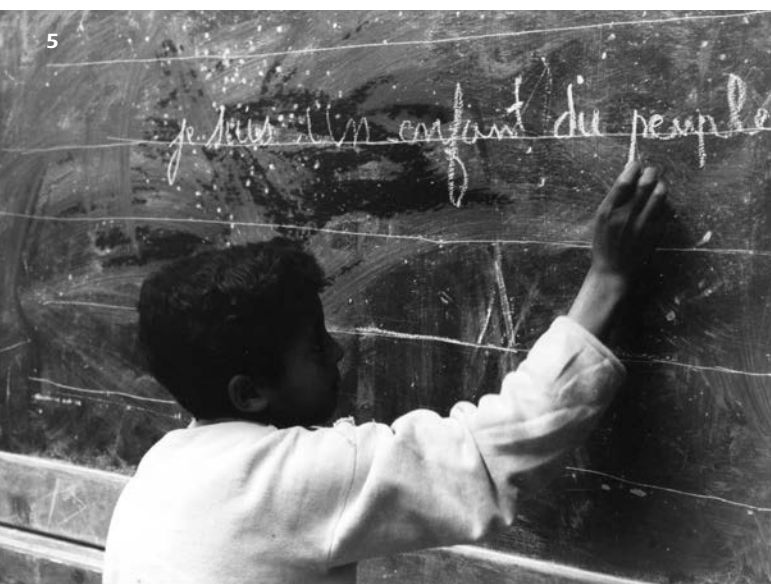


Des paysans de Tassette, au Sénégal, exposent leurs préoccupations lors d'une émission éducative de la Radio de Dakar, 1971.

Des enfants et des adultes participent
au projet pilote d'alphabétisation
du gouvernement iranien,
dans la région de Qazvin, 1965.







1. Le Centre scolaire récréatif de Pamplona au Pérou (1967), soutenu par l'UNESCO, accueille 600 filles pendant la journée. Le soir, il offre des cours d'alphabétisation, de couture, de tricot et de secourisme aux parents.

2. Élève de l'école primaire de Koon Po City au sud de Séoul, République de Corée, 1969.

3. Cours d'alphabétisation pour les adultes, Équateur, 1967. « Pour moi, photographe de 35 ans en 1967, rien n'était plus émouvant que l'alphabétisation des personnes âgées. Ce visage buriné, penché sur son cahier à la lumière d'une lampe à huile, dans une cabane perdue, c'était et cela reste un moment parfait de contemplation d'un tableau », explique Dominique Roger dans son livre **Un chemin vers la paix.**

4. Cours d'alphabétisation en zone rurale, île de Fogo au Cap-Vert, 1990.

5. Élève du Château Holden, centre d'accueil pour les petits cirqueurs algériens, Douera, Algérie, 1964.



$$V_{\text{avg}}(t) = \int_0^t (n-g(t)) dt = \frac{1}{1+e^{-kt}} = \frac{1}{1+e^{-kx}}$$

La science ouverte, une utopie qui gagne du terrain

La pandémie de Covid-19 a suscité de réelles avancées en matière de partage des données scientifiques. Mais le chemin est encore long vers une véritable « science ouverte ». Si l'idée d'un bien commun progresse, notamment au sein de la jeune génération de chercheurs, la marchandisation des savoirs scientifiques demeure la règle. À travers ces questions, c'est tout le rapport entre les citoyens et la science qui est en jeu.

Chérifa Boukacem-Zeghmouri

Professeur en Sciences de l'information et de la communication, Université Claude Bernard, Lyon, France.

La pandémie du Covid-19 a permis d'observer un grand élan de collaboration et de partage des connaissances scientifiques entre chercheurs pour faire face au virus, apporter les traitements les plus appropriés et surtout trouver un vaccin. Elle a été l'occasion de voir des barrières tomber lorsque les grands groupes de l'édition scientifique (tels que Elsevier, Springer Nature ou bien encore Wiley) ont ouvert l'accès à des milliers d'articles de recherche pour permettre aux scientifiques du monde entier d'y accéder, de prendre connaissance des avancées de la recherche et ainsi d'accélérer leurs travaux.

Les données et les métadonnées, nouveau carburant de la recherche, ont également fait l'objet d'ouverture et de partage entre collectifs de chercheurs. La connaissance scientifique, bien commun, a échappé un temps à des formes anciennes et bien installées d'appropriation marchande qui ne favorisent pas la diffusion des savoirs scientifiques.

Cet événement n'a pas manqué de relancer les discussions en faveur d'une « science ouverte ». Si le besoin d'ouverture se fait tant sentir aujourd'hui, c'est que la science, à travers la publication de ses résultats, est devenue en partie inaccessible. Trop onéreuse pour les chercheurs qui la produisent, elle l'est aussi pour les bibliothèques qui voudraient s'abonner aux publications renommées.

Marchandisation des savoirs scientifiques

L'examen des conditions historiques qui ont conduit à l'émergence des mouvements en faveur d'une science ouverte permet de comprendre que cette « fermeture » est profondément enracinée dans la longue marche vers la marchandisation des savoirs scientifiques. Ces derniers constituent en effet depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale un marché très rentable qui rapporte à ses principaux

acteurs (les éditeurs scientifiques) des milliards d'euros par an.

Dans leur formulation actuelle, les revendications en faveur d'une ouverture de la science sont donc davantage en résonance avec les logiques marchandes et managériales, qui ont structuré l'organisation de la science depuis les années 1950, qu'avec une dénonciation des logiques totalitaires qui ont provoqué la Seconde Guerre. Pour autant, elles présentent une filiation avec les revendications plus anciennes, énoncées par le sociologue américain Robert K. Merton ou le philosophe des sciences autrichien Karl Popper, pour dénoncer ces monopoles, nouvelles formes de totalitarisme marchand, qui s'approprient un bien commun – la connaissance scientifique –, dont la création et la production sont portées par des acteurs et des deniers publics.

Accessibilité, partage, transparence, réutilisation, interaction avec la société sont autant de valeurs que défend la science ouverte. Des valeurs qui peuvent désormais trouver une traduction concrète grâce aux plateformes et aux infrastructures numériques. Cette « reformulation » est aussi à mettre en



regard avec l'évolution de nos sociétés : la science doit renouveler ses liens en prenant en compte des phénomènes comme la diffusion des *fake news*, la montée des populismes ou encore l'exacerbation des inégalités.

Nouvelle génération

La pandémie a permis de médiatiser un autre phénomène de l'ouverture des sciences, jusque-là cantonné à la sphère académique. On assiste en effet aujourd'hui à l'émergence d'une nouvelle génération de serveurs, portés par les communautés scientifiques qui adoptent les principes de la science ouverte, ses bonnes pratiques et ses standards.

Les jeunes chercheurs, qui occupent une place importante au sein de ces communautés, testent, innovent et expérimentent pour réinventer le modèle de la communication scientifique dans le but de le rendre plus ouvert, y compris à la société qui peut y contribuer par ses

“

L'intérêt pour une science ouverte occupe désormais l'agenda politique international

commentaires. Ces jeunes représentent la génération qui a grandi avec le web et le numérique. Elle n'a pas peur de bousculer un système impénétrable sans le sésame que représentent les publications dans des revues prestigieuses, ultra-sélectives et très onéreuses.

Certains de ces serveurs ont joué un rôle primordial dans la diffusion de l'information scientifique sur le Covid-19. Les chercheurs ont pu partager leurs résultats en temps réel pour avancer plus vite et plus collectivement. Ces dispositifs fondent leur valeur sur des fonction-

nalités et des services avancés dont le développement dépend de l'intelligence artificielle, notamment pour faire face aux flux incessants de ressources. Même s'ils n'offrent pas d'évaluation par les pairs au sens classique du terme, ils expérimentent des modèles permettant de conférer aux articles une forme d'expertise à partir de la mobilisation collaborative des communautés.

Des agences privées de financement de la recherche, comme la Bill & Melinda Gates Foundation ou bien la Chan Zuckerberg Initiative, s'intéressent à ces nouveaux modèles et les soutiennent. Ce soutien offre certes des opportunités (de financement) réelles mais présente aussi des risques de récupération, voire de rachat, comme ceux auxquels nous avons assisté par le passé.

L'intérêt manifesté pour une science ouverte ne se limite pas aux seules communautés académiques, il occupe désormais l'agenda politique, européen et international. Ce mouvement en faveur



Illustration : © Boris Sémériako pour Le Courrier de l'UNESCO

Une Recommandation de l'UNESCO sur la science ouverte

En novembre 2021, les États membres de l'UNESCO réunis par la Conférence générale examineront un projet de Recommandation sur la science ouverte. Son objectif : définir les valeurs communes relatives à la science ouverte, proposer des mesures concrètes sur l'accès libre des données et favoriser la diffusion des connaissances scientifiques dans le monde.

Cet examen du texte par la Conférence générale est l'aboutissement d'un processus de consultation de deux ans au cours duquel l'UNESCO a mis en place un partenariat rassemblant académies, universités, bibliothèques, maisons d'édition et jeunes chercheurs. Un Comité scientifique, composé de 30 experts du monde entier, a été chargé de préparer un avant-projet de texte après une consultation mondiale d'experts, de citoyens, de représentants d'ONG et d'agences des Nations Unies. Cette Recommandation constitue une étape clé pour faciliter la coopération internationale et l'accès universel à la connaissance scientifique.

de l'ouverture de la science dépasse celui du libre accès à la publication scientifique. Il comprend également l'ouverture des données de la recherche (selon le principe d'aussi ouvertes que possible et fermées que nécessaire) et la science citoyenne qui caractérise le XXI^e siècle. Certains pays commencent à adopter des politiques en matière de partage des connaissances scientifiques.

Autre manifestation de cet intérêt : l'UNESCO soumettra des recommandations en matière de science ouverte à ses États membres en novembre 2021 pour faciliter la coopération internationale et l'accès universel à la connaissance scientifique. Ces recommandations couvrent tant les publications, les données, les logiciels, les ressources éducatives ou bien encore la science citoyenne pour souligner l'enjeu d'une science qui reste dans

le giron des communautés académiques et des citoyens qui, de concert, veillent à ce que les objectifs des avancées scientifiques puissent être définis en dehors des logiques de monétisation et de leurs dérivées.

Publications en accès libre

Ce contexte politique national et international a favorisé un cadre de recherche qui relevait de l'utopie il y a encore seulement vingt ans. Le nombre de publications en libre accès dans le monde ne cesse d'augmenter et les estimations prévoient qu'à l'horizon 2030, 75 % des publications seront ouvertes. La sensibilisation à l'ouverture des données de la recherche progresse, la compréhension des enjeux et des pratiques corollaires se développe. De nouvelles formes de médiation scientifique s'improvisent à l'initiative des chercheurs eux-mêmes qui ont recours aux réseaux sociaux ou à la vidéo.

Les grands groupes de l'édition scientifique, pourfendeurs de l'ouverture de la science, se sont eux-mêmes mués en défenseurs zélés de l'ouverture. Pour ce faire, ils procèdent à une migration de leurs plateformes numériques pour prendre en charge la transformation en cours.

Les négociations qui existaient entre éditeurs et bibliothèques autour des tarifs d'abonnements se sont déplacées vers des négociations pour des « accords transformants », où l'enjeu porte surtout sur les tarifs de publication dans les revues de l'éditeur, ou bien le nombre d'articles

publiables pour le même prix. Ces enjeux sont cruciaux à l'heure où les universités tentent de gagner des places dans les classements internationaux, qui prennent notamment en compte le nombre de publications.

Les inégalités qui existaient jusque-là entre les lecteurs (entre ceux qui ont accès et ceux qui ne l'ont pas) se transforment en inégalités entre auteurs, entre ceux qui peuvent assumer ces sommes et publier en libre accès et ceux qui n'en disposent pas. Ces derniers ne pourront donc publier que dans des revues traditionnelles qui donnent accès à leurs contenus sous réserve d'abonnement, là aussi très onéreux.

La science ouverte se construit donc à la croisée de politiques de plus en plus internationalisées et de communautés actives, dont les générations et les pratiques se renouvellent et se fédèrent autour de modèles qui se pensent en dehors des schémas préexistants. Les nouveaux modèles qui se profilent tentent surtout d'échapper aux monopoles du passé. C'est autour de ces enjeux que se fait la mutation de la science : se libérer des logiques de monétisation excluant, des inégalités d'accès aux savoirs et des nouvelles formes de monopoles, exacerbées par les technologies numériques, pour mieux faire face aux défis complexes de la société. ■

“
**Accessibilité,
partage,
transparence,
réutilisation,
interaction avec la
société sont autant
de valeurs que
défend la science
ouverte**

Avant leur publication, les travaux de recherche font l'objet d'une évaluation par les pairs, des experts qui examinent la rigueur de la démarche et la fiabilité des résultats. Mais ce processus critique n'empêche pas certaines dérives. Il échappe aussi complètement au grand public, privé d'éléments essentiels pour comprendre comment s'élabore la science.

Pour une évaluation scientifique plus transparente

Alex Holcombe

Professeur à la faculté de psychologie de l'Université de Sydney, Australie

Un an et demi après le début de la pandémie de Covid-19, la science a sauvé de nombreuses vies. Sans la recherche biomédicale, les vaccins n'auraient pas pu être développés, et leur efficacité n'aurait pas pu être évaluée. Mais la communauté scientifique n'a pas été aussi claire sur d'autres sujets critiques liés à la pandémie. La preuve de l'utilité des masques et de la fiabilité des modèles de transmission virale, par exemple, n'a pas été établie de manière concluante, en raison notamment des défaillances d'un grand nombre d'études sur le sujet.

La science est complexe : il est facile de ne pas mener correctement des travaux de recherche. Pour évaluer de manière efficace les répercussions d'une étude scientifique, il est nécessaire que des experts se prononcent. En tant que chercheur, je sais par expérience que des confrères relèvent souvent dans mes travaux des lacunes qui m'ont échappé. La

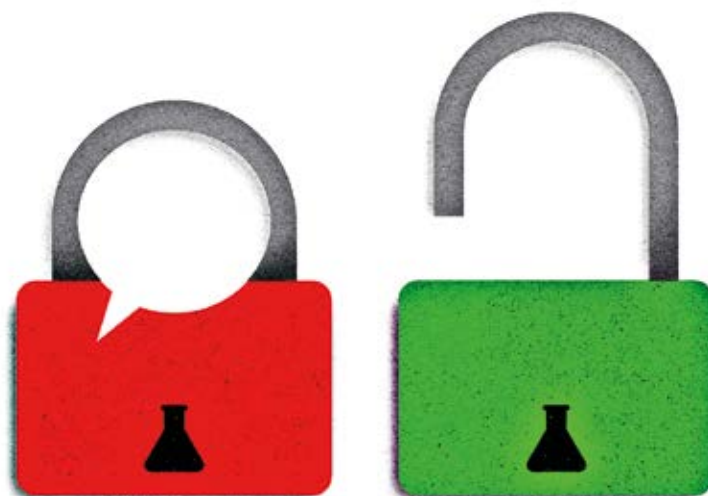


Illustration : © Francesc Roig pour Le Courrier de l'UNESCO

communauté scientifique dispose d'un processus qui permet de mener à bien ce genre de contrôle : l'évaluation par les pairs. Mais il est défaillant.

Les études scientifiques les plus récentes ne sont dignes de confiance que lorsque leurs auteurs ont eu le temps de les soumettre à des tests supplémentaires et lorsque plusieurs experts les ont examinées en détail. Lorsque les résultats de travaux de recherche sont publiés, les lecteurs ne voient que les écrits des chercheurs ayant mené l'étude, et rien de plus.

“

L'accès du public au débat entre experts permettra une meilleure compréhension de la science

Un processus à huis clos

Or, l'examen d'une recherche commence généralement une fois qu'une équipe de scientifiques envoie à une revue scientifique un manuscrit décrivant de nouveaux résultats. Le rédacteur en chef, en général un chercheur d'une autre université, l'examine et décide si l'étude est susceptible de satisfaire les critères de qualité de la revue. Si c'est le cas, il fait appel à des experts spécialisés dans la discipline en question. Le plus souvent, les experts formulent des commentaires et des critiques qui sont transmis aux auteurs du manuscrit. Je n'aime pas vraiment lire les critiques portant sur mes propres travaux de recherche, mais je sais qu'elles sont importantes. Après avoir corrigé certaines des lacunes de notre argumentation et étayé une ou plusieurs de nos hypothèses, nous pouvons avoir davantage confiance en nos conclusions et espérer qu'elles auront une plus grande influence.

Ces allers-retours entre les auteurs, le rédacteur en chef et les pairs évaluateurs donnent lieu à un manuscrit final, qui analyse les données de manière plus rigoureuse et offre généralement un point de vue plus prudent sur ses répercussions.

Malheureusement, le public n'apprend jamais quels éléments ont été remis en question, car le processus d'évaluation par les pairs se déroule à huis clos, dans l'enceinte protégée par un mot de passe de la base de données de la revue. Privés du droit de regard sur les débats, les lecteurs ne savent pas quels aspects ont été les plus controversés. Pour comprendre quels éléments sont remis en cause par les différents experts, il est impératif que le public ait connaissance des conflits d'opinion qui surgissent pendant l'évaluation par les pairs.

Des études contestées

En 2020, deux études consacrées aux effets de l'hydroxychloroquine et de médicaments contre l'hypertension sur l'évolution de la Covid-19 ont été retirées après avoir été publiées à l'issue d'une évaluation par les pairs classique commanditée par *The Lancet* et *The New England Journal of Medicine*, deux des revues les plus respectées au sein de la communauté médicale. *The New England Journal of Medicine* a accepté l'article après avoir reçu les com-

mentaires de quatre experts et, comme c'est habituel, sans rendre publics les doutes exprimés et les questions posées pendant le processus d'évaluation.

Aujourd'hui nous savons que de nombreux scientifiques qui ne participaient pas au processus d'évaluation ont immédiatement détecté des signes laissant penser que les données de l'étude étaient contestables et ont envoyé des lettres de critique à la revue dans les jours suivant sa publication. L'immense intérêt pour le sujet traité a poussé des experts à examiner l'article après sa publication et à faire part de leurs préoccupations. Malheureusement, il s'agit d'un cas exceptionnel.

“

Les femmes et les chercheurs de pays en développement sont rarement inclus dans le processus d'évaluation

Autre exemple : en 2013, des chercheurs pensaient avoir reproduit à la plus petite échelle jamais réalisée les protéines présentes à la surface du VIH, le virus responsable du sida. Leur article a été publié dans l'une des revues les plus prestigieuses au monde alors que, comme on l'a découvert plus tard, au moins quatre autres revues avaient refusé l'article. Certaines d'entre elles se fondaient sur de vives critiques de leurs pairs évaluateurs, dont aucune n'a été rendue publique. C'est grâce à des journalistes que la communauté scientifique a eu vent de l'affaire.

Face à ces critiques, certaines revues commencent aujourd'hui à publier leurs évaluations par les pairs. Et de nombreux chercheurs publient désormais leurs manuscrits sur Internet avant de les soumettre à ces dernières. Les forums de discussion dédiés à la critique de publications scientifiques sont aussi très actifs.

Dans les revues, les rédacteurs en chef ont de plus en plus de mal à trouver des experts pouvant se charger du processus d'évaluation traditionnel. Nombre d'entre eux ont tendance à recourir de manière disproportionnée à des experts qu'ils connaissent et à des chercheurs très sollicités, qui ne peuvent répondre à toutes les demandes. Cette pratique, qui ralentit le processus d'évaluation par les pairs, ne reflète pas l'évolution démographique de la communauté scientifique.

Car les femmes et les membres des minorités sont de plus en plus nombreux à se consacrer à la science, et les contributions de pays en développement comme la Chine augmentent rapidement. Et ces chercheurs échappent aux radars des scientifiques chevronnés aux commandes de revues qui sont pour la plupart basées en Amérique du Nord et en Europe.

L'essor de nouvelles possibilités de critique et de commentaire permettra peut-être de résoudre ces problèmes à l'avenir. Certaines revues invitent désormais les experts à rendre publics leurs commentaires sur les sites web qui leur sont associés. Le développement de cette pratique pourrait favoriser la diversité des évaluations par les pairs.

Mieux comprendre la science

C'est en effet la dialectique au sein de la communauté de chercheurs qui définit la frontière des connaissances et qui exprime les doutes sur l'efficacité d'un nouveau vaccin, les prévisions d'augmentation de la sécheresse dans un pays, la crédibilité de conseils nutritionnels ou l'évaluation des conséquences économiques des droits de douane. Si les journalistes et le public ont accès à une partie du débat entre experts, les comptes rendus des médias pourront être plus exacts, ce qui permettra une meilleure compréhension de la science en général.

Les experts en bénéficieront également. S'ils peuvent prendre connaissance de certains des commentaires de pairs évaluateurs, les chercheurs seront plus enclins à reconsidérer certaines hypothèses et éviteront de perdre du temps à élaborer des conclusions fragiles. Les chercheurs y gagneront. La science aussi. ■

L'Amérique latine, eldorado des dinosaures

Miriam Pérez de los Ríos

Paléontologue, docteure en anthropologie biologique et chercheuse à l'Université du Chili, Miriam Pérez de los Ríos est spécialiste de l'évolution des hominoïdes du miocène (il y a entre 23 et 5 millions d'années). Elle est également membre directeur de l'Association chilienne de paléontologie. Ses recherches portent notamment sur l'identification des relations phylogénétiques entre les espèces à travers l'étude de la forme des crânes fossiles.



Les découvertes paléontologiques de premier plan se sont multipliées au cours des dernières années en Amérique latine, au point que la région est parfois qualifiée d'« usine à dinosaures ». Pour Miriam Pérez de los Ríos, ces avancées scientifiques s'expliquent par un regain d'intérêt pour cette discipline et l'apport décisif de nouvelles méthodes de recherche.

Propos recueillis par **Laura Berdejo**

UNESCO



▼ Les dinosaures « sauropodes » au long cou (à gauche) ont vécu dans le monde entier, mais certains des derniers représentants vivaient en Amérique latine, où ils ont évolué pour devenir des géants.

● **En quoi les récentes découvertes effectuées en Amérique latine sont-elles significatives ?**

L'Amérique latine, et son Cône Sud en particulier, joue un rôle essentiel dans l'interprétation de l'origine et de l'évolution des dinosaures. Des découvertes capitales ont notamment eu lieu dans la région de la Rioja, en Argentine, un pays qui dispose d'une longue tradition paléontologique. L'un des plus vieux dinosaures connus, *Eoraptor lunensis*, mis au jour en 1991, a vécu dans la région il y a près de 230 millions d'années. Des équipes au Brésil sont actuellement à la recherche d'un spécimen encore plus ancien dans la zone frontalière.

Les traces de ces animaux datant du mésozoïque (il y a entre 250 à 66 millions d'années) sont nombreuses. On en retrouve des vestiges sur les cinq continents jusqu'à leur extinction massive à la fin du crétacé, il y a 66 millions d'années. Les spécimens trouvés dans la région couvrent la totalité de leur passage sur terre et se sont éteints en même temps que les représentants de cette espèce présents sur les autres continents. Mais les fouilles menées dans le Cône Sud de l'Amérique latine ont permis de mettre au jour les vestiges de titanosaures – des dinosaures géants – appartenant à des espèces uniques comme le *Chilesaurus diegosuarezi*, l'un des rares théropodes herbivores connus. Elles ont aussi permis la découverte des dinosaures les plus méridionaux, représentés par un énorme sauropode exhumé à Torres del Paine, au Chili.

● **Ces découvertes modifient-elles les connaissances relatives aux dinosaures à l'échelle de la planète ?**

Sans aucun doute, car, en paléontologie, il est essentiel de comparer les spécimens découverts avec ceux déjà identifiés afin



© Avec l'aimable autorisation d'Oscar Sanisidro

d'établir leur position phylogénétique, c'est-à-dire leur lien de parenté avec les autres dinosaures. De nouvelles fouilles et la comparaison des vestiges connus peuvent permettre de comprendre leur évolution et d'évaluer, par l'observation des changements morphologiques, la manière dont la spéciation s'est effectuée.

C'est de cette manière que le Muséum national d'histoire naturelle du Chili a pu démontrer, en avril dernier, que des restes trouvés dans le désert d'Atacama, dans le nord du pays, il y a près de trente ans, appartenaient à une nouvelle espèce de titanosaure, l'*Arackar licanantay*.

● **Comment expliquer une telle succession de découvertes en Amérique latine ces dernières années ?**

Ces découvertes mettent en évidence les progrès accomplis dans le domaine de la paléontologie. Historiquement, c'est l'Argentine qui a été à la pointe des connaissances dans la région, du fait de l'intérêt porté à cette discipline et

de la présence de spécialistes de premier plan comme José Fernando Bonaparte, qui a découvert plus de vingt espèces, ou Rodolfo Casamiquela, spécialiste des vestiges de ces grands sauriens. D'autres pays, comme l'Équateur, la Colombie, le Chili, le Brésil ou le Pérou, ont accompli des progrès considérables au cours des dernières décennies grâce aux travaux d'équipes associées à des universités ou des centres de recherche, parfois en collaboration avec des équipes internationales, principalement des États-Unis.

● **L'évolution des techniques joue-t-elle un rôle dans la fréquence des découvertes ?**

Je dirais que leur fréquence ne dépend pas tant des méthodes utilisées, qui restent largement traditionnelles, que de la création d'équipes locales avec une formation scientifique de haut niveau. Ces dernières années, de nombreux jeunes scientifiques partis faire un doctorat aux États-Unis ou en Europe reviennent dans leur pays d'origine et développent des projets de recherche sur la faune fossile locale. Cela a permis non seulement de découvrir de nouveaux matériaux dans des zones

inexplorées et relativement isolées (comme la Patagonie ou les zones de forêts tropicales humides), mais aussi de « redécouvrir » des matériaux qui avaient été oubliés dans des musées nationaux ou locaux en attendant qu'un paléontologue leur redonne vie.

“
L'un des plus vieux dinosaures connus a été mis au jour en Argentine

Il est vrai que les techniques de laboratoire ont également permis de dégager de nouvelles caractéristiques des fossiles que l'on n'avait pu observer jusqu'à présent, comme les cavités internes des crânes ou l'oreille interne grâce à la tomographie assistée par ordinateur. L'étude de la croissance des os a aussi été facilitée par les études histologiques, qui analysent la structure des tissus vivants. Nos connaissances sur la locomotion et l'occlusion des animaux ont par ailleurs beaucoup progressé grâce à l'analyse en éléments finis (FEA, selon l'acronyme anglais), une méthode de calcul numérique qui permet, entre autres,



CC BY-SA 4.0 par Liam Elward

▼ *Reconstruction numérique d'un Chilesaurus diegosuarezi, 2018. Découverte dans le sud du Chili, cette espèce unique est l'un des rares théropodes herbivores connus.*

Découvertes en séries

Ce serait le plus grand dinosaure jamais mis au jour, d'après une étude publiée en janvier 2021 dans la revue *Cretaceous Research*. La découverte a eu lieu lors de fouilles effectuées dans la vallée de la rivière Neuquén, dans le sud-ouest de l'Argentine. Ce sauropode géant de 98 millions d'années serait d'une taille encore supérieure au *Patagotitan*, le « Titan de Patagonie », le plus grand dinosaure connu à ce jour. Les paléontologues ont mis au jour 24 vertèbres ainsi que plusieurs os de son bassin. Ce groupe de dinosaures « sauropodes » au long cou a vécu dans le monde entier, mais certains des derniers représentants vivaient en Amérique latine, où ils ont évolué pour devenir des géants.

En mars, l'Université nationale de San Luis, également en Argentine, annonçait la découverte du *Llukalkan aliocranianus*, un carnivore géant qui parcourait l'Argentine actuelle il y a environ 80 millions d'années. Puis en avril, le Muséum national d'histoire naturelle du Chili présentait *Arackar licanantay*, un titanosaure de plus de six mètres de long ayant vécu il y a 66 millions d'années dans le désert d'Atacama, dans le nord du pays.



▼ L'Arackar licanantay, troisième espèce de dinosaure non aviaire à avoir été mise au jour au Chili. Découverte dans les années 1990 dans le désert d'Atacama, cette nouvelle espèce de titanosaure a été exposée au Muséum national d'histoire naturelle du Chili en avril 2021.

de représenter précisément un comportement mécanique.

● **La pandémie liée au Covid-19 a-t-elle eu un impact sur la recherche paléontologique ?**

Le contexte sanitaire mondial est un défi pour tout chercheur devant effectuer des travaux sur le terrain et en laboratoire. Un grand nombre d'équipes voient leurs visites sur le terrain annulées parce que leurs participants internationaux sont dans l'impossibilité de se déplacer, que les financements sont suspendus ou que les nombreuses institutions qui les soutenaient ont dû consacrer leurs budgets à la lutte contre la pandémie.

Les musées et les instituts ont également fermé leurs portes, si bien que les collections contenant les fossiles à analyser sont devenues inaccessibles. Les congrès de paléontologie ont dû revoir leur fonctionnement et se dérouler à distance, ce qui réduit les échanges entre spécialistes à de simples exposés enregistrés, nous privant des discussions pourtant fondamentales dans la science. Comme tous les autres chercheurs, j'attends impatiemment le moment où nous pourrons à nouveau nous rencontrer entre collègues et accéder aux matériaux.

● **Si un département comme celui dans lequel vous travaillez devait dresser la liste idéale des besoins pour les cinq années à venir, quels seraient-ils ?**

De mon point de vue, les besoins d'un pôle de recherche sont partout les mêmes : des financements, de la volonté et des équipes bien formées. Une équipe ne peut pas faire son travail, quel que soit son désir profond de révolutionner la paléontologie nationale ou régionale, si elle ne dispose pas d'institutions qui approuvent et soutiennent ses projets. Et, bien souvent, le manque de connaissances de certains responsables locaux chargés d'évaluer des projets de recherche en paléontologie les amène à les minimiser, si bien qu'on doit renoncer à certains axes de recherche, qui présentent pourtant un immense intérêt au niveau mondial.

Enfin, en Amérique latine, le déficit de spécialistes a ralenti le développement dans ce domaine. Mais le nombre de chercheurs formés augmente, et d'ici cinq à dix ans on pourrait assister à une forte progression des connaissances scientifiques, à condition que les équipes puissent avoir accès à des équipements de haut niveau, qui sont inexistant dans la région, ou qui n'ont pas été certifiés au

niveau international. De fait, les travaux des chercheurs ne sont pas reconnus par une partie de la communauté scientifique. Malgré tout, la paléontologie est une discipline en plein essor en Amérique latine. De très nombreux sites font actuellement l'objet d'études, notamment en Argentine, dans la région de Neuquén, ou dans les Andes chiliennes, où un site d'empreintes de dinosaures est actuellement à l'étude dans la zone des Termas del Flaco. ■



© Stefano De Luca

▼ Fouilles archéologiques sur le site de Rudabánya, en Hongrie, où des restes de singes du miocène ont été découverts. Miriam Pérez de los Ríos est au premier plan.

Journaliste, un métier à risque

Attaqués, intimidés et même assassinés. Partout dans le monde, les journalistes s'exposent quotidiennement à des risques et des menaces graves pour avoir fait leur travail : informer le public.

Linda Klaassen

UNESCO

Ces dix dernières années, un journaliste a été tué tous les quatre jours en moyenne. Depuis 2016, il y a eu chaque année plus de journalistes tués hors des zones de conflit que dans les pays en guerre. Au total, 86 meurtres de journalistes ont été signalés dans le monde entre 2020 et fin juin 2021.

L'impunité des crimes commis contre des journalistes reste la règle, neuf meurtres sur dix ne donnant lieu à aucune poursuite judiciaire. L'année 2020 a toutefois connu une légère amélioration, avec 13 % des cas considérés comme résolus, contre 12 % en 2019 et 11 % en 2018. Dans bien des cas, l'impunité résulte de freins au sein même du système judiciaire.

Si les femmes sont moins nombreuses parmi les victimes d'attaques mortelles, elles sont de plus en plus visées par les menaces et le harcèlement sexistes en ligne et hors ligne. Selon *The Chilling: Global trends in online violence against women jour-*

nalists (2021), un document de réflexion de l'UNESCO fondé sur une étude réalisée par le Centre international des journalistes, les responsables politiques, les réseaux extrémistes et les médias partisans comptent parmi les principaux instigateurs des violences qui les visent sur la Toile.

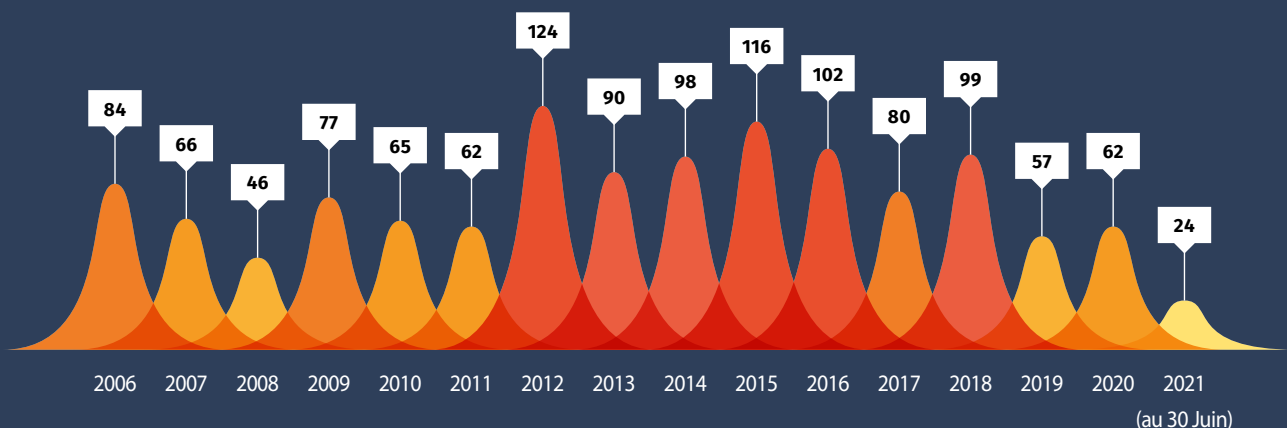
Dans le contexte de la pandémie de Covid-19, les professionnels des médias du monde entier ont également été harcelés, persécutés et emprisonnés pour avoir tenu les citoyens informés de la crise sanitaire.

Cet article est publié à l'occasion de la Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes, le 2 novembre.

Source : Rapport de la Directrice générale de l'UNESCO sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, 2020.

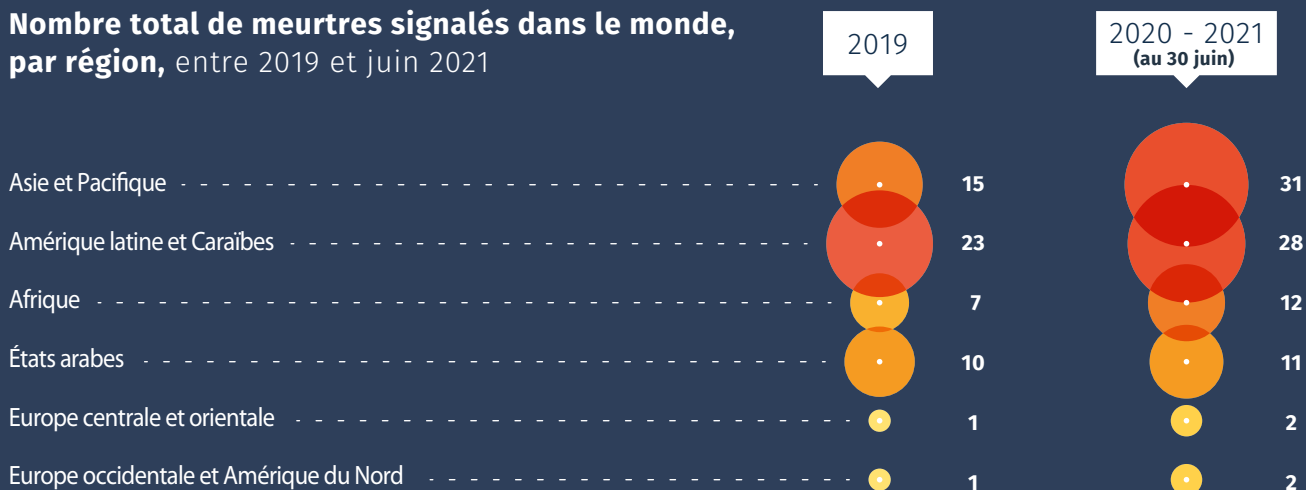
MEURTRES DE JOURNALISTES DANS LE MONDE : LES CHIFFRES

NOMBRE DE JOURNALISTES TUÉS entre 2006 et juin 2021



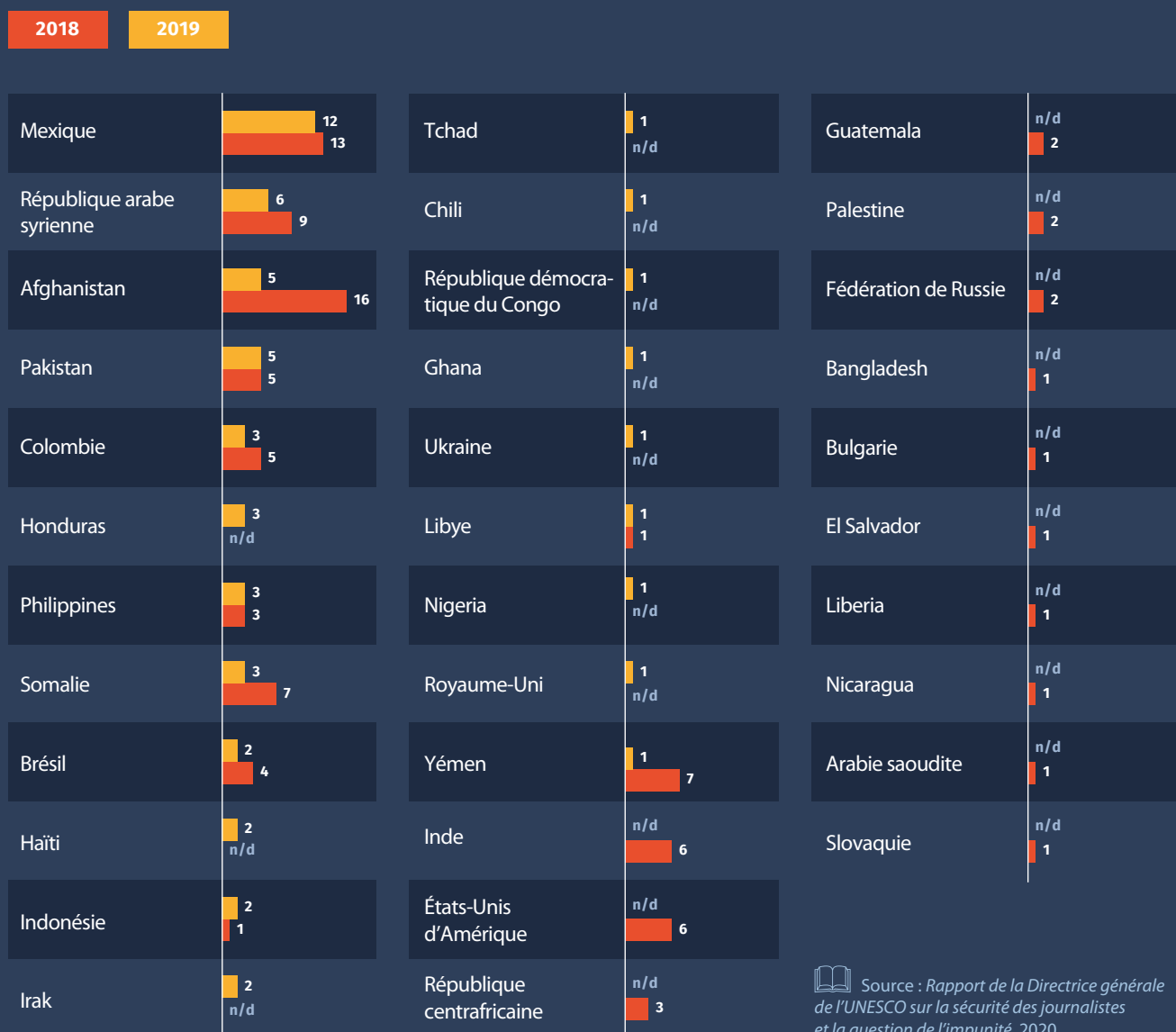
OÙ SONT-ILS LE PLUS EXPOSÉS ?

Nombre total de meurtres signalés dans le monde, par région, entre 2019 et juin 2021



Source : UNESCO et Rapport de la Directrice générale de l'UNESCO sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, 2020

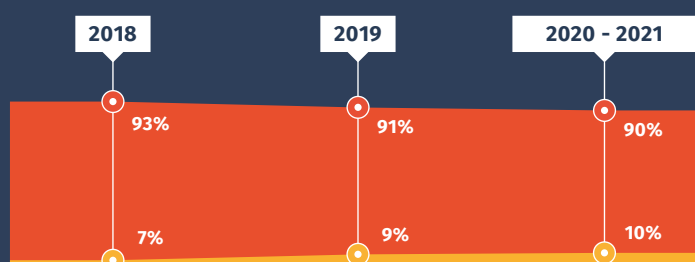
Nombre de meurtres signalés par pays, 2018-2019



Source : Rapport de la Directrice générale de l'UNESCO sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, 2020

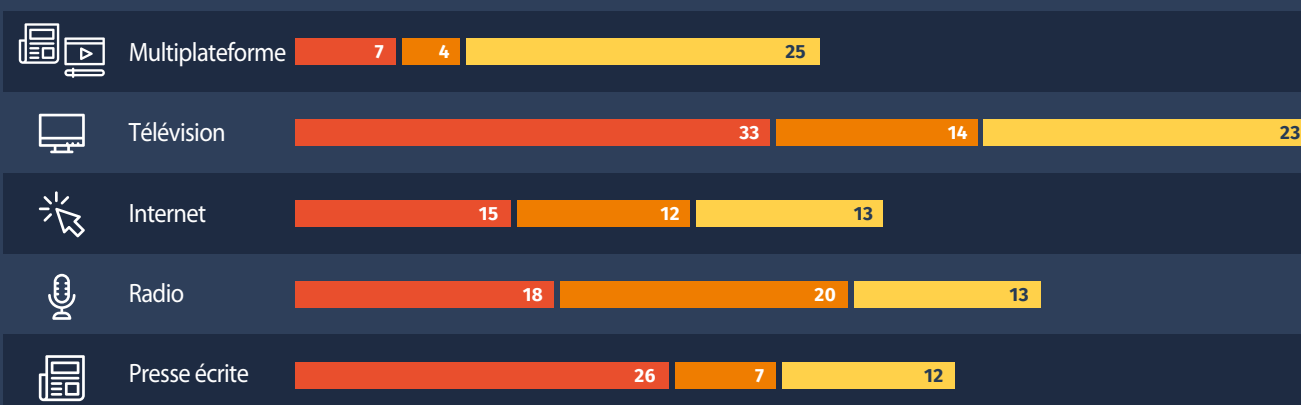
QUI EST TUÉ ET DANS QUEL CONTEXTE ?

Pourcentage d'hommes et de femmes parmi les journalistes tués entre 2018 et 2021 (au 30 juin)

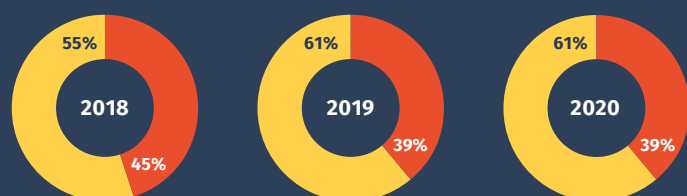


Journalistes tués, par type de média, entre 2018 et juin 2021

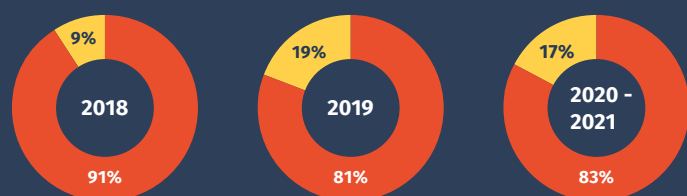
2018 2019 2020 - 2021



Pourcentage de journalistes tués dans les pays connaissant un conflit armé par rapport aux autres pays, 2018-2020



Meurtres de journalistes salariés ou indépendants, entre 2018 et juin 2021, en pourcentage



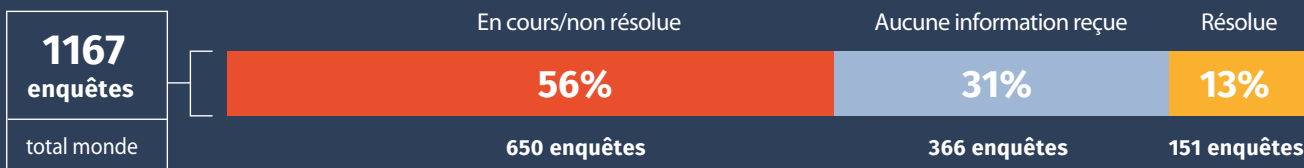
Meurtres de journalistes locaux et étrangers dans le monde, entre 2018 et juin 2021



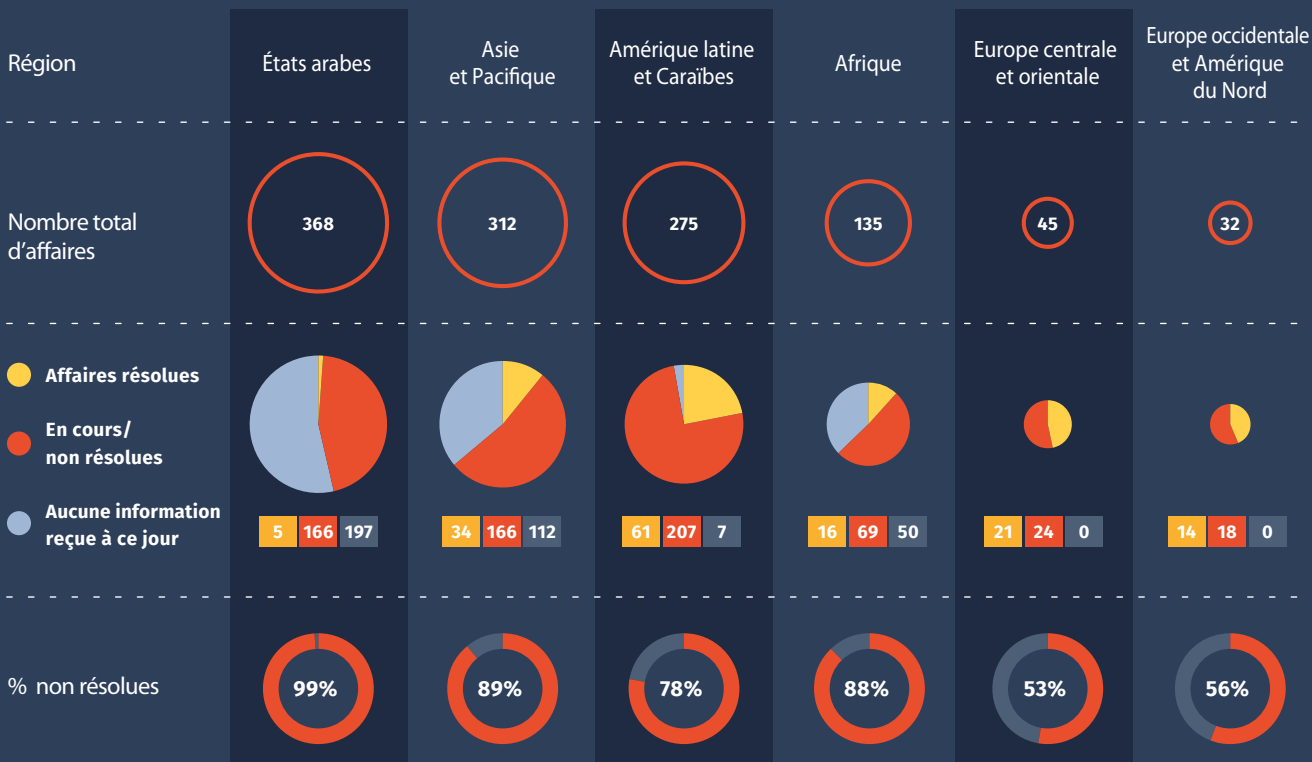
Source : UNESCO et Rapport de la Directrice générale de l'UNESCO sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité, 2020

QUELLES SUITES JUDICIAIRES ?

État des enquêtes sur les meurtres de journalistes, de 2006 à 2019, en pourcentage



Statut des enquêtes judiciaires sur les meurtres de journalistes par région, entre 2006 et 2019

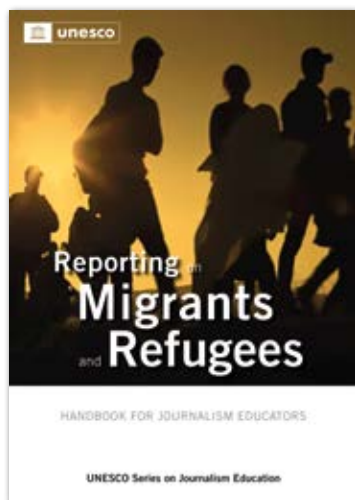


LES FEMMES ET LA VIOLENCE SUR INTERNET

Sur les 901 journalistes et travailleurs des médias – dont 714* se sont déclarées comme étant des femmes – qui ont participé à une enquête pour le document de consultation de l'UNESCO de 2021 intitulé *The Chilling: Global trends in online violence against women journalists*,



Dernières parutions



Reporting on Migrants and Refugees

Handbook for journalism educators

ISBN 978-92-3-100456-8 (édition anglaise)
304 pages, 210 x 297 mm, PDF
Éditions UNESCO
Disponible sur <https://unesdoc.unesco.org>

Ce manuel va permettre aux enseignants d'écoles de journalisme d'aborder l'un des défis du XXI^e siècle : les questions de migration et de réfugiés. Ils disposent d'un programme complet composé de treize modules, qui aborde les différents aspects de la formation, incluant l'analyse, la recherche, la présentation, ainsi que l'éthique pour couvrir le sujet des migrations.

Les étudiants en journalisme apprendront que les questions de migration et de déplacement forcé concernent des êtres humains et exigent donc l'exactitude des faits, des sources fiables, des reportages éthiques et de bonnes pratiques.



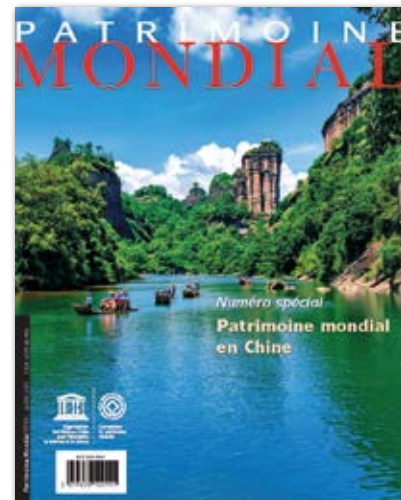
Patrimoine mondial N° 98

La surveillance du Patrimoine mondial depuis l'espace

ISSN 1020-4520
EAN 3059630102964
72 pages, 220 x 280 mm, broché, 7,50 €
Éditions UNESCO/Publishing for Development Ltd.

La télédétection, ou l'utilisation de la technologie pour recueillir des informations à distance sur une zone, est un moyen courant d'évaluer les dommages potentiels survenus sur les sites du patrimoine culturel ou d'évaluer les zones naturelles. L'analyse des images satellites en est une composante importante.

Dans ce numéro, nous verrons comment la collaboration avec des agences telles que le Centre international sur les technologies spatiales au service du patrimoine culturel et naturel (HIST), l'Agence spatiale européenne (ESA), l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) permet aux experts d'identifier les endroits où les sites ont été endommagés ou ont le plus besoin de protection.



Patrimoine mondial N° 99

Patrimoine mondial en Chine (Numéro spécial)

ISSN 1020-4520
EAN 3059630102964
120 pages, 220 x 280 mm, broché, 7,50 €
Éditions UNESCO/Publishing for Development Ltd.

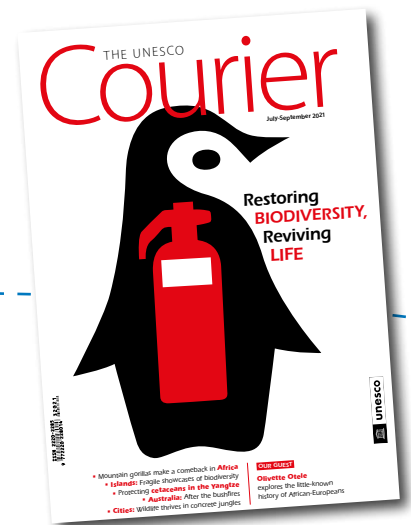
La 44^e session du Comité du patrimoine mondial s'est tenue à Fuzhou (Chine) et en ligne du 16 au 31 juillet 2021.

Lors de sa session annuelle, le Comité du patrimoine mondial décide de l'inscription d'un bien sur la Liste du patrimoine mondial. Il examine également les rapports sur l'état de conservation des biens inscrits et demande aux États parties de prendre des mesures lorsque les biens ne sont pas correctement gérés. Le Comité décide également de l'inscription ou du retrait de biens de la Liste du patrimoine mondial en péril.

Ce numéro de *Patrimoine mondial* présente l'étonnante variété des sites culturels et naturels de la Chine. Les approches utilisées pour gérer ce vaste patrimoine seront examinées, comme des études de cas et des activités éducatives.

Plusieurs voix, un seul monde

Le *Courrier de l'UNESCO* est publié dans les six langues officielles de l'Organisation, ainsi qu'en catalan, coréen, espéranto et portugais.



Recevez chaque trimestre un exemplaire papier du dernier numéro

1 an (4 numéros) : 27 €
2 ans (8 numéros) : 54 €

La publication ne poursuivant aucun but lucratif, ce prix couvre uniquement les coûts d'impression.

Abonnez-vous à la version numérique



100% GRATUIT

<http://fr.unesco.org/courier/subscribe>

5^{oct} Journée 2021 mondiale des enseignant(e)s



**Les enseignants au cœur
de la relance de l'éducation**

#JournéeMondialeDesEnseignants

